

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2049

5 août 2014

### SOMMAIRE

Aberdeen Liquidity Fund (Lux) .....	98309	International Helicopters S.à r.l. ....	98331
ACF III Investment S.à r.l. ....	98352	LRI Invest Securitisation S.A. ....	98311
Agritour S.A. ....	98310	Luxfuel S.A. ....	98310
Archroma Operations S.à r.l. ....	98331	Oasis Capital S.à.r.l. ....	98318
ATG Alternative Investment Fund I SI- CAV-SIF .....	98311	Osead S.A. ....	98311
Borgo Immobilière S.A. ....	98306	PE-Invest SICAV .....	98318
C.P.O. International S.A., SPF .....	98308	PEP Credit Investor Luxco 2 S.à r.l. ....	98309
Distributa S.A. ....	98306	Pint Bau S.à r.l. ....	98309
Dow Corning Luxembourg Holdings S.à r.l. .....	98306	PP V PBF II S.à r.l. ....	98317
Eurointervention S.A. ....	98307	Rhein-Trans G.m.b.H. ....	98330
Fiduciaire Beaumanoir S.A. ....	98308	Société Anonyme de Réassurance Luxem- bourgeoise .....	98318
Finland S.A. ....	98308	Sogefood S.à r.l. ....	98348
FirstService International Holdings S.à r.l. .....	98352	Spoletto S.A. ....	98348
Generali Financial Holdings FCP-FIS .....	98310	Tangoo Global .....	98310
Girasol Participations S.A., SPF .....	98307	Teal Mezzco S.à r.l. ....	98348
Helca S.A. ....	98307	The Four Plus (Luxembourg) S.A. ....	98312
		White Owl Renewable Energy S.A. SICAV- FIS .....	98310

**Borgo Immobilière S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 113.952.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,  
qui aura lieu le 21 août 2014 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 juin 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2012.
4. Délibération sur la continuation de l'activité de la société en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés.
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014120469/1023/17.

---

**Dow Corning Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

**Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 148.498.

*Extrait des résolutions du conseil de gérance*

En date du 30 mai 2014, le conseil de gérance de la Société a décidé de transférer le siège social de la Société au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg avec effet rétroactif au 3 mars 2014.

Nous vous prions également de bien vouloir prendre note du changement d'adresse du gérant de catégorie B Marjoleine van Oort, et ce avec effet au 28 février 2014:

6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juin 2014.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014077551/18.

(140092046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2014.

---

**Distributa S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 19.220.

Die Aktionäre der Gesellschaft DISTRIBUTA S.A. sind gebeten an der

**ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG**

teilzunehmen, die am Gesellschaftssitz in L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt, am Freitag, den 29. August 2014 um 10.00 Uhr stattfinden wird, um über die folgende Tagesordnung zu beraten:

*Tagesordnung:*

1. Verwaltungsbericht und Prüfungsbericht des Aufsichtskommissars.
2. Verabschiedung der Bilanz und Ergebnisrechnung zum 31.12.2013 und Beschlussfassung über die Verwendung der Ergebnisse.
3. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars für das vergangene Geschäftsjahr 2013.
4. Beschluss über die Weiterführung der Gesellschaft.
5. Verschiedenes.

*Der Verwaltungsrat.*

Référence de publication: 2014117808/19.

---

**Helca S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 37, allée Scheffer.  
R.C.S. Luxembourg B 154.217.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE,  
qui aura lieu le 21 août 2014 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.
4. Délibération sur la continuation de l'activité de la société en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014120468/1023/17.

---

**Eurointervention S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8A, boulevard de la Foire.  
R.C.S. Luxembourg B 33.350.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 28 février 2014*

Il résulte des résolutions prises lors de l'Assemblée générale extraordinaire des associés de la Société en date du 28 février 2014 que:

1. L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de nommer aux fonctions de commissaire aux comptes Monsieur Sébastien Fève, né le 19 décembre 1978 à Saint-Dié (France) demeurant professionnellement au 8, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2015.

Luxembourg, le 28 février 2014.

Pour extrait conforme

*Pour la Société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014077605/18.

(140091756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2014.

---

**Girasol Participations S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 35.194.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
qui aura lieu le 21 août 2014 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des bilans et des comptes de profits et pertes au 31 mars 2012, au 31 mars 2013 et au 31 mars 2014, et affectation des résultats.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 2012.
4. Délibération sur la dissolution éventuelle de la société en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014120470/1023/19.

---

**Fiduciaire Beaumanoir S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2714 Luxembourg, 2, rue du Fort Wallis.

R.C.S. Luxembourg B 52.618.

—

*Extrait du procès-verbal des résolutions prises par l'administrateur unique en date du 30 mai 2014*

L'administrateur unique a décidé de transférer le siège social de la Société du 24, rue des Genêts, L-1621 Luxembourg, au 2, rue du Fort Wallis, L-2714 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014076926/11.

(140090673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2014.

---

**C.P.O. International S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 31.895.

—

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue anticipativement le 3 mars 2014*

La cooptation avec effet au 27 mai 2013 de Madame Martine STIEVEN, employée privée, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg en tant qu'Administrateur en remplacement Mademoiselle Noëlle PICCIONE, démissionnaire est ratifiée. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2019.

La démission de Monsieur Stéphane BAERT de son mandat d'Administrateur est acceptée avec effet au 14 février 2014.

Madame Chloé GAUBERT-GUILLET employée privée, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg est nommée nouvel Administrateur. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2019.

Fait à Luxembourg, le 3 mars 2014.

Certifié sincère et conforme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014076793/20.

(140090383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2014.

---

**Finland S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 85.097.

—

Les actionnaires sont convoqués à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 25 août 2014 à 10.00 heures à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Examen du rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2013.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décharge à l'administrateur démissionnaire, M. David SANA, pour l'exercice de son mandat d'administrateur.
6. Non ratification de la cooptation de M. Jonathan MIGNON comme administrateur décidée par les administrateurs restants en date du 20 janvier 2014 et décharge.
7. Nomination de Mme Virginie DECONINCK, administrateur de sociétés, née à Rocourt (Belgique), le 11 octobre 1976, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.
8. Transfert du siège social de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014120467/29/23.

---

**PEP Credit Investor Luxco 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 144.221.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014077165/10.

(140090777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2014.

---

**Pint Bau S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9806 Hosingen, 38, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 100.946.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2014077181/11.

(140091090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2014.

---

**Aberdeen Liquidity Fund (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2B, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 167.827.

The board of directors of the Company would like to invite you to attend

**ANNUAL GENERAL MEETING**

of Shareholders of the Company (the "Meeting") to be held on *21 August 2014* at 11.00 a.m. at the registered office of the Company at 2b Rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, with the following agenda:

*Agenda:*

1. Approval of the annual report incorporating the Independent Auditor's report and the audited financial statements of the Company for the financial year ended 31 March 2014.
2. Allocation of the results for the financial year ended 31 March 2014.
3. Discharge to be granted to the Directors with respect to the performance of their duties during the financial year ended 31 March 2014.
4. Re-election of Mr. Menno de Vreeze as Director of the Company until the next Annual General Meeting to be held in 2015.
5. Re-election of Mr. Charlie Macrae, as Director of the Company until the next Annual General Meeting to be held in 2015.
6. Re-election of Mr. John Brett, as Director of the Company until the next Annual General Meeting to be held in 2015.
7. Re-election of KPMG Audit S.à.r.l. as Independent Auditor of the Company until the next Annual General Meeting to be held in 2015.

The shareholders are advised that no quorum for the items of the agenda is required and that the decisions will be taken at the majority vote of the shares present or represented at the Meeting. Each share is entitled to one vote.

A shareholder may act at the Meeting by person or by proxy. Should you not be able to attend this Meeting, kindly complete, date, sign and return the form of proxy enclosed by fax before 18 August 2014 to the attention of Ms Catie Paterson at fax number + 352 2643 3097 or by mail to the above address.

Annual report and accounts are made available at [www.aberdeen-asset.com](http://www.aberdeen-asset.com) within the literature section, alternatively please contact +352 46 40 10 820 (for Shareholders outside of the UK) or 01224 425255 (for Shareholders in the UK) to request a copy.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2014119091/8936/33.

---

---

**Generali Financial Holdings FCP-FIS, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Le règlement de gestion de Generali Financial Holdings FCP-FIS coordonné de Juillet 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 Juillet 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014107304/9.

(140128904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

---

**Luxfuel S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2987 Luxembourg, Aéroport de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 53.420.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013136930/10.

(130166284) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2013.

---

**Tango Global, Fonds Commun de Placement.**

Durch Beschluss der Verwaltungsgesellschaft Feri Trust (Luxembourg) S.A. und mit Zustimmung der Depotbank Banque LBLux S.A. wurde der Fonds zum 31. Juli 2014 liquidiert. Die Verwaltungsgesellschaft wurde zum Liquidator des Fonds bestellt. Der Fonds wurde zum 22. Juli 2014 letztmalig bewertet und durch vollständige Anteilrückgabe aufgelöst. Der Liquidationserlös wurde vollständig an die Anteilhaber ausbezahlt. Somit war die Übertragung von Liquidationserlösen an die Caisse de Consignation zu Gunsten der jeweils Berechtigten nicht notwendig und die Liquidation ist abgeschlossen. Die Konten und Bücher des Fonds werden am Sitz der Gesellschaft hinterlegt und für fünf Jahre aufbewahrt.

Luxembourg, im August 2014

Der Liquidator.

Référence de publication: 2014120471/2501/11.

---

**White Owl Renewable Energy S.A. SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 180.122.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 31.07.2014.

Référence de publication: 2014120423/11.

(140138247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2014.

---

**Agritour S.A., Société Anonyme (en liquidation).**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 127.546.

Il convient de noter qu'à compter du 5 mai 2014:

- SGG S.A., société Anonyme ayant son siège social au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, enregistrée au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B127.546, a donné sa démission de son mandat de liquidateur.

Fait à Luxembourg, le 5 mai 2014.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2014076715/13.

(140090656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2014.

---

**LRI Invest Securitisation S.A., Société Anonyme de Titrisation.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 170.048.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 30. Juli 2014.

Référence de publication: 2014118558/10.

(140136959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

**ATG Alternative Investment Fund I SICAV-SIF, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2412 Howald, 19, Rangwee.

R.C.S. Luxembourg B 150.104.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 30.07.2014.

Référence de publication: 2014117908/11.

(140136960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

**Osead S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2347 Luxembourg, 1, rue du Potager.

R.C.S. Luxembourg B 177.070.

**EXTRAIT**

Extrait de l'ordonnance du 25 juillet 2014, rendue par Madame Annick WOLFF, Vice-Président du Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, en remplacement de Madame la Présidente, légitimement empêchée:

«Nommons avec effet immédiat Maître Anthony BRAESCH, Avocat à la Cour, en qualité d'administrateur provisoire avec les missions suivantes:

a. gérer et administrer la société OSEAD, établie et ayant son siège social à L-2347 Luxembourg, 1, rue du Potager, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le n° B177070 en lieu et place du conseil d'administration, dans l'intérêt de la société et de ses actionnaires, selon les lois et usages du commerce;

b. informer les actionnaires de toutes les résolutions passées prises par le conseil d'administration de la société OSEAD;

c. se procurer accès à toutes les données et tous les éléments de type financier, administratif et comptable auprès de n'importe qui ou n'importe où que ces données ou documents puissent se trouver, y inclus, mais non limitativement, en relation avec les participations que la société détient dans des filiales au Grand Duché de Luxembourg et à l'étranger, notamment au Maroc;

Plus particulièrement,

- accéder à toutes les données et documents permettant d'identifier les actionnaires actuels de la société OSEAD ainsi que leurs bénéficiaires économiques;

- communiquer aux actionnaires toutes les conventions de cessions d'actions de la société OSEAD ou d'une société détenue directement ou indirectement - partiellement ou en totalité - par OSEAD et conclues:

\* par la société OSEAD,

\* au nom de la société OSEAD,

\* en présence de la société OSEAD;

d. procéder, en qualité de représentant de l'organe décisionnel d'OSEAD à toute demande de convocation d'assemblées générales, ou de convocation directe de telles assemblées, ou de toute autre mesure qui s'avérera nécessaire pour obtenir:

- la nomination, à titre conservatoire, de personnes ayant la charge d'assurer les fonctions dirigeantes dans les entreprises détenues ou contrôlées par OSEAD, notamment les sociétés marocaines OSEAD Maroc Mining et Compagnie Minière de Touissit, afin d'écartier Monsieur Jean-François FOURT de toute fonction dirigeante dans l'une de ces entités;

- la mise sous séquestre des titres détenus par OSEAD Maroc Mining dans la société Compagnie Minière de Touissit, afin d'éviter toute cession ultérieure qui pourrait être orchestrée par Monsieur FOURT ou toute autre personne.

Autorisons l'administrateur provisoire à exercer lui-même les fonctions d'organe de conseil d'administration, sinon autoriser l'administrateur provisoire à désigner une ou plusieurs personnes de son choix pour exercer les fonctions d'administrateurs de la société OSEAD.

Suspendons les effets des résolutions prises le 16 juin 2014 et des résolutions circulaires prises le 1<sup>er</sup> juillet 2014 et procédons à la mise sous séquestre auprès de l'administrateur provisoire:

- des actions de la société OSEAD, et ce afin d'éviter tout transfert d'actions de la société OSEAD qui ne respecterait pas le pacte d'actionnaire.
- des actions de la société marocaine OSEAD Maroc Mining détenues par la société OSEAD; jusqu'à ce que les juridictions au fond se prononcent quant à leur validité.

A cet effet autorisons l'administrateur à exiger la remise des actions au porteur et prendre possession des actions d'OSEAD détenues par tout actionnaire autre qu'ADP I au besoin avec l'aide de la force publique Suspendons les effets de l'assemblée générale du 24 juin 2014 jusqu'à ce que les juridictions au fond se prononcent quant à sa validité.

En tout état de cause:

- Disons que les honoraires et frais de l'administrateur provisoire sont à prélever par l'administrateur provisoire sur l'actif de la société, nonobstant toute mesure de saisie-arrêt qui grèverait les comptes de la société OSEAD.
- Disons que les fonctions de l'administrateur provisoire prendront fin au moment des décisions au fond, sinon suite à l'accord unanime des actionnaires d'OSEAD sur la nomination d'un nouveau conseil d'administration.
- Disons que la société ADP I disposera d'un délai jusqu'au 31 août 2014, sinon endéans tout autre délai jugé nécessaire pour assigner en référé la société OSEAD afin de voir confirmer les présentes mesures dans le cadre d'un débat contradictoire.

Ordonnons l'exécution provisoire de la présente ordonnance, sur minute, sans caution et nonobstant toute voie de recours.»

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014118673/59.

(140133662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

### **The Four Plus (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 49.717.

En l'an deux mille quatorze, le vingt-quatre juillet.

Par devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

ONT COMPARU:

(1) le conseil d'administration de THE FOUR PLUS (LUXEMBOURG) S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 23, rue Beaumont à L-1219 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 49.717 (la Société Absorbante),

représentée par Madame Gabriele SCHNEIDER, employée privée, résidant professionnellement au 23, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée lors d'une réunion du conseil d'administration sous seing privé le 30 juin 2014; et

(2) le conseil de gérance de IFF - INIZIATIVE FINANZIARIE FARMACEUTICHE S.R.L., une société à responsabilité limitée de droit italien (Società a responsabilità limitata), ayant son siège social au Via Castel Morrone n.1, 20129 Milano, immatriculée auprès du Registro delle Imprese de Milano sous le numéro REA MI-1156261, et ayant pour code d'enregistrement fiscal italien et numéro de TVA 07383970154 (la Société Absorbée, et ensemble avec la Société Absorbante, les Sociétés Fusionnantes),

représentée par Monsieur Martino FINOTTO, administrateur unique de IFF - INIZIATIVE FINANZIARIE FARMACEUTICHE S.R.L., en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 3 juillet 2014.

Les procurations signées «ne varietur» par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant resteront annexées aux présentes afin d'être enregistrées en même temps.

Les parties comparantes citées ci-dessus ont demandé au notaire soussigné d'acter les dispositions suivantes du projet commun de fusion, établi par les conseils d'administration des Sociétés Fusionnantes conformément aux articles 2501 ff. du code civil italien, Décret Législatif Italien du 30 mai 2008 no. 108, et, aux articles 261 et 278 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la LSC):

#### *Introduction*

IFF - INIZIATIVE FINANZIARIE FARMACEUTICHE S.R.L. sera absorbée par THE FOUR PLUS (LUXEMBOURG) S.A., au moyen d'une fusion transfrontalière sans liquidation suite à laquelle la Société Absorbante va acquérir tout l'actif et le passif de la Société Absorbée par un transfert universel de propriété conformément à l'article 2(2)(c) de la Directive 2005/56/EC et conformément aux articles 2501 ff du code civil italien, Décret Législatif Italien du 30 mai 2008 no. 108; et aux articles 261 et suivants de la section XIV de la LSC.



Puisque toutes les actions (100%) de la Société Absorbée sont détenues par la Société Absorbante, l'exemption prévue aux articles 15 de la Directive 2005/56/EC, 278 et suivants de la LSC et de l'article 2505 du code civil italien et l'article 18 du Décret Législatif Italien du 30 mai 2008 no. 108 sera applicable à la fusion proposée dans la présente.

## PROJET COMMUN DE FUSION

### 1. Caractéristiques des Sociétés Fusionnantes.

(a) THE FOUR PLUS (LUXEMBOURG) S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 23, rue Beaumont à L-1219 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 49.717, constituée suivant acte notarié du 13 décembre 1994, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 144 de l'année 1995, page 6909 (la Société Absorbante). Les statuts de la Société Absorbante (les Statuts) n'ont pas été modifiés depuis lors; et

(b) IFF - INIZIATIVE FINANZIARIE FARMACEUTICHE S.R.L., une société à responsabilité limitée de droit italien (Società a responsabilità limitata), ayant son siège social au Via Castel Morrone n.1, 20129 Milano, immatriculée auprès du Registro delle Imprese de Milano sous le numéro REA MI-1156261, et ayant pour code d'enregistrement fiscal italien et numéro de TVA 07383970154, constituée le 3 avril 1984 (la Société Absorbée, et ensemble avec la Société Absorbante, les Sociétés Fusionnantes).

Les Statuts sont annexés au projet commun de fusion en Annexe "A" et aucune modification en rapport avec ou suite à la fusion n'est prévue.

**2. Rapport d'échange des actions, paiement en espèces, date à partir de laquelle les détenteurs des actions mentionnées ci-avant obtiennent le droit de participer aux bénéfices.** Lors de l'exécution de l'acte de fusion, les actions représentant tout le capital social de la Société Absorbée seront annulées sans qu'il soit nécessaire de déterminer un ratio applicable à l'échange des parts ou de payer un solde de compte.

La Société Absorbante ne devra pas émettre d'actions afin de remplacer les actions annulées suite à la fusion et ne devra donc pas modifier son capital social.

**3. Dates des comptes des sociétés fusionnant utilisées pour définir les conditions de la fusion.** Les conditions de la fusion transfrontalière seront établies sur la base des comptes de la Société Absorbée en date du 31 décembre 2013 et de la Société Absorbante en date du 31 décembre 2013 et qui ont été approuvés respectivement le 15 avril 2014 et le 30 mai 2014.

**4. Date d'effet de la fusion.** Les opérations de la Société Absorbée seront considérées d'un point de vue comptable et fiscal comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Conformément à l'article 2504-bis du Code Civil italien et à l'article 273ter (1) de la Loi luxembourgeoise, la fusion commencera à produire ses effets juridiques à compter de la date de la publication du procès-verbal de l'assemblée générale de la Société Absorbante approuvant la fusion.

**5. Information concernant l'évaluation de l'actif et du passif transférés à la Société Absorbante.** Les critères d'évaluation de l'actif et du passif transférés à la Société Absorbante et les procédures comptables employées dans les comptes de la Société Absorbée en date du 31 décembre 2013 utilisés pour définir les conditions de la fusion transfrontalière sont ceux visés aux articles 2424 et 2425 du Code Civil Italien pour l'établissement des comptes annuels de la Société Absorbée au 31 décembre 2013. Ils sont détaillés dans les notes des comptes de la Société Absorbée en date du 31 décembre 2013.

L'actif et le passif de la Société Absorbée seront transférés dans leur état à la date d'effet de la fusion.

A la date d'effet de la fusion, la Société Absorbée sera dissoute sans liquidation par un transfert de tout son actif et passif à la Société Absorbante.

La valeur de l'actif net apporté par la Société Absorbée à la Société Absorbante s'élève à cinq millions neuf cent soixante et un quatre-vingt-huit euros (5.961.088.- EUR).

**6. Droits assurés par la Société Absorbante aux actionnaires de certaines classes ou aux porteurs de titres autres que des actions, ou les mesures qui sont proposées à leur égard.** Il n'existe aucune classe particulière d'actionnaires ou de porteurs de titres autre que les actions des Sociétés Fusionnantes.

**7. Avantages particuliers attribués aux experts qui examinent le projet commun de fusion transfrontalière, aux membres des organes administratifs, de gestion, de surveillance ou de contrôle des Sociétés Fusionnantes.** Aucun avantage particulier n'est attribué aux membres des catégories citées ci-dessus.

**8. Les effets probables de la fusion transfrontalière sur l'emploi.** La société IFF Iniziative Finanziarie Farmaceutiche S.r.l. à la date de l'acte de fusion possède un employé. Il n'est pas prévu que la Fusion ait des répercussions négatives sur l'emploi dans les Sociétés Fusionnantes.

**9. Informations sur les procédures selon lesquelles les modalités relatives à l'implication des travailleurs sont régies conformément à la directive européenne 2005/56/CE sur les fusions transfrontalières.** Le nombre de personnes employées dans la société absorbée ne sera pas modifié du fait de la fusion.

Les droits et obligations de la personne employée par la société absorbée ne seront pas modifiés du fait de la fusion.

**10. Indication des accords pris pour l'exercice du droit des créanciers.** Conformément à l'article 268 de la LSC, les créanciers de la Société Absorbante dont les créances sont antérieures à la date de publication du procès-verbal de l'assemblée générale de la Société Absorbante approuvant la fusion, peuvent, nonobstant toute convention, dans les deux mois de cette publication, demander au magistrat président la chambre du Tribunal d'Arrondissement de la ville de Luxembourg, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, la constitution de sûretés pour des créances échues ou non échues, au cas où l'opération de fusion réduirait le gage de ces créanciers. Le président rejette cette demande, si le créancier dispose de garanties adéquates ou si celles-ci ne sont pas nécessaires, compte tenu du patrimoine de la société après fusion. La société débitrice peut écarter cette demande en payant le créancier même si la créance est à terme. Si la sûreté n'est pas fournie dans le délai fixé, la créance devient immédiatement exigible.

Des informations supplémentaires peuvent être demandées gratuitement au siège de la Société Absorbante.

Conformément à l'article 2503 du Code civil italien, les créanciers de la Société Absorbée dont les créances sont antérieures à la publication du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de la Société Absorbante approuvant la fusion, peuvent faire opposition à la fusion auprès du tribunal de Milan dans les deux mois suivant la publication du procès-verbal de l'assemblée générale de la Société Absorbée approuvant la fusion. Le tribunal de Milan autorisera la fusion nonobstant l'opposition s'il considère que le risque de préjudice pour les créanciers n'est pas fondé ou si la Société Absorbée fournit une garantie adéquate.

Des informations supplémentaires peuvent être demandées gratuitement au siège de la Société Absorbée.

#### *Droits des actionnaires*

L'actionnaire unique de la Société Absorbée a le droit, au moins un mois avant la date de l'acte notarié constatant la réalisation de la fusion, d'examiner au siège de la Société Absorbante, les documents et les informations indiqués à l'article 267 (1) de la LSC et d'obtenir une copie gratuite de ces documents et informations.

#### *Rapports de fusion*

Le conseil d'administration de la Société Absorbante ainsi que le conseil d'administration de la Société Absorbée devront chacun préparer un rapport sur la fusion envisagée par ce projet commun de fusion.

Les Sociétés Fusionnantes s'engagent à mettre les rapports à la disposition des actionnaires endéans le délai et pour la période prescrits.

#### *Divers*

Toute la documentation en rapport avec la fusion transfrontalière de la Société Absorbante et de la Société Absorbée sera déposée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Les documents légaux et les comptes de la Société Absorbée seront déposés et conservés au siège de la Société Absorbante durant la période prescrite légalement.

#### *Estimation des frais*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société Absorbante en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à deux mille euros (2.000,- EUR).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date mentionnée au début de cet acte.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la personne comparante connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: G. Schneider et M. Schaeffer.

#### **Suivent les statuts de la société absorbante: The Four plus (Luxembourg) S.A. (Annexe «A»)**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe une société anonyme luxembourgeoise, dénommée:  
«THE FOUR PLUS (Luxembourg) S.A.»

**Art. 2.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant à la majorité des voix requises pour la modification des statuts.

**Art. 3.** Le siège de la Société est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré par simple décision du conseil d'administration en tout autre lieu de cette commune et par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts, dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra même être transféré à l'étranger, sur simple décision du conseil d'administration, lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feraient obstacle à l'activité normale de la Société à son siège ou seraient imminents, et ce jusqu'à la disparition desdits événements.

Nonobstant un tel transfert à l'étranger qui ne peut être que temporaire, la nationalité de la Société restera luxembourgeoise.

En toute autre circonstance le transfert du siège de la Société à l'étranger et l'adoption par la Société d'une nationalité étrangère ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des associés et des obligataires.

La Société peut, par décision du conseil d'administration, créer, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, des filiales, succursales, agences et bureaux.

**Art. 4.** La Société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme, d'option, d'achat, d'échange, de négociation ou de toute autre manière et encore l'acquisition de brevets et de marques de fabrique et la concession de licences, l'acquisition de biens meubles et immeubles, leur gestion et leur mise en valeur.

Elle peut en outre accorder aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, ainsi qu'à des tiers tous concours ou toutes assistances financières, prêts, avances ou garanties, comme elle peut emprunter même par émission d'obligations ou s'endetter autrement pour financer son activité sociale.

Elle peut en outre effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières ou financières et prêter tous services tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, et encore accomplir toutes autres opérations à favoriser l'accomplissement de son objet social.

**Art. 5.** Le capital social souscrit est fixé à trente mille neuf cent quatre-vingt-sept euros (EUR 30.987,-) représenté par cent vingt-cinq (125) actions d'une valeur nominale de deux cent quarante-sept euros et quatre-vingt-dix cents (EUR 247,90) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

La Société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Le capital autorisé est fixé à quatre cent quatre-vingt-quinze mille sept cent quatre-vingt-sept euros (EUR 495.787,-) qui sera représenté par deux mille (2.000) actions d'une valeur nominale de deux cent quarante-sept euros et quatre-vingt-dix cents (EUR 247,90) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la Société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans à partir de la date de publication des présents statuts, autorisé à augmenter en une fois ou par plusieurs tranches le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé.

Les actions représentatives de ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises dans la forme et au prix, avec ou sans prime d'émission, et libérées en espèces ou par apports en nature ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration est autorisé à fixer toutes autres modalités et déterminer toutes autres conditions des émissions.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription.

Le conseil d'administration peut déléguer tout mandataire pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de ces augmentations de capital et pour comparaître par-devant notaire pour faire acter l'augmentation de capital ainsi intervenue dans les formes de la loi. Chaque fois que le conseil d'administration fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, le présent article sera considéré comme adapté à la modification intervenue.

**Art. 6.** La Société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins.

Les administrateurs sont nommés pour un terme n'excédant pas six années. Ils sont rééligibles. Le conseil d'administration élit en son sein un président et le cas échéant un vice-président.

Si par suite de démission, décès, ou toute autre cause, un poste d'administrateur devient vacant, les administrateurs restants peuvent provisoirement pourvoir à son remplacement.

Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa prochaine réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et accomplir tous les actes de disposition et d'administration nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les présents statuts réservent à l'assemblée générale. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la Société, ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non.

La Société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil d'administration.

**Art. 8.** Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la Société seule, représentée par son conseil d'administration.

**Art. 9.** Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que les intérêts de la Société l'exigent. Il est convoqué par son président, en son absence par le vice-président ou par deux administrateurs.

Le conseil d'administration peut valablement délibérer si une majorité de ses membres sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut se faire représenter par un de ses collègues. Un administrateur ne peut représenter qu'un seul de ses collègues à la fois.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple. En cas de partage des voix le président n'a pas de voix prépondérante. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent transmettre leurs votes par tout moyen écrit de télécommunication.

Le conseil d'administration peut prendre des résolutions par la voie circulaire. Les propositions de résolutions sont dans ce cas transmises aux membres du conseil d'administration par écrit qui font connaître leurs décisions par écrit. Les décisions sont considérées prises si une majorité d'administrateurs a émis un vote favorable.

Il est dressé procès-verbal des décisions du conseil d'administration. Les extraits des décisions du conseil d'administration sont délivrés conformes par le président, à son défaut par deux administrateurs.

**Art. 10.** La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires aux comptes. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années. Ils sont rééligibles.

**Art. 11.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre. Chaque année, le trente et un décembre les livres, registres et comptes de la Société sont arrêtés. Le conseil d'administration établit le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi que l'annexe aux comptes annuels.

**Art. 12.** Le conseil d'administration ainsi que les commissaires sont en droit de convoquer l'assemblée générale quand ils le jugent opportun. Ils sont obligés de la convoquer de façon à ce qu'elle soit tenue dans le délai d'un mois, lorsque des actionnaires représentant le cinquième du capital social les en requièrent par une demande écrite, indiquant l'ordre du jour.

Les convocations de toutes assemblées générales contiennent l'ordre du jour.

L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

Les extraits des procès-verbaux des assemblées générales sont délivrés conformes par le président du conseil d'administration, à son défaut par deux administrateurs.

**Art. 13.** Le conseil d'administration peut subordonner l'admission des propriétaires d'actions au porteur au dépôt préalable de leurs actions; mais au maximum cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion. Tout actionnaire a le droit de voter lui-même ou par mandataire, lequel peut ne pas être lui-même actionnaire, chaque action donnant droit à une voix.

**Art. 14.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième jeudi du mois de mai à 10:00 heures au siège social ou à tout autre endroit dans la commune du siège à désigner dans les avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant à la même heure.

L'assemblée générale annuelle est appelée à approuver les comptes et les rapports annuels et à se prononcer sur la décharge des organes sociaux.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net. Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation d'un fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution si, à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve a été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration est autorisé à procéder en cours d'exercice au versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

**Art. 15.** Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

Signé: G. Schneider et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 juillet 2014. LAC/2014/35400. Reçu douze euros (12.- €).

Le Receveur ff. (signé): Carole Frising.

Suivent les annexes: 1833/2014

#### Procuration

Le soussigné, Monsieur Martino FINOTTO, dans sa qualité de Administrateur Unique de la société IFF Iniziative Finanziarie Farmaceutiche Srl, établie et ayant son siège social à Milano, Via Castel Morrone n.1.

donne procuration irrévocable à

Madame Gabriele SCHNEIDER et/ou Monsieur Jérôme DOMANGE

chacune avec le pouvoir d'agir seul et sans le concours de l'autre et avec plein pouvoir de substitution afin de signer et approuver le projet de fusion entre la société The Four Plus (Luxembourg) SA et la société IFF Iniziative Finanziarie Farmaceutiche Srl et de comparaître par-devant notaire pour la signature de tous actes ou toutes déclaration nécessaires y relatifs au nom et pour compte de IFF Iniziative Finanziarie Farmaceutiche Srl.

Le fondé de pouvoirs est encore habilité à signer tous actes, procès-verbaux, documents ou papier, est aussi autorisé à fixer et modifier, en cas besoin, les termes du texte de la fusion et l'approuver en sa version finale pour être déposé, et en général à faire tous ce qui est demandé par la loi ou ce qui est nécessaire ou simplement utile en vue de l'accomplissement de ce qui est prévu dans la présente procuration avec promesse des soussignés de ratifier tout ce qui a accompli par le porteur de procuration, sur première demande.

Signée et faite à 03/07/2014.

BON POUR PROCURATION

N.B. La signature du donneur de procuration doit être précédée de la mention manuscrite: "BON POUR PROCURATION".

*Procès-verbal de la réunion du conseil d'administration qui s'est tenue au siège social à Luxembourg, le 30 juin 2014 à 10.00 heures.*

Participants:

- Monsieur Lou HUBY, directeur honoraire de la C.E. e.r., avec adresse professionnelle à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont

- Madame Gabriele Schneider, directrice de société, avec adresse professionnelle à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont

- Monsieur Jérôme DOMANGE, directeur de société, avec adresse professionnelle à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

Tous les membres du conseil d'administration se déclarent d'accord à délibérer sans convocation spéciale et préalable ayant une parfaite connaissance de l'ordre du jour. Le conseil d'administration prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution:*

Le conseil d'administration, ayant préalablement constaté que rien ne s'oppose à une fusion avec la société IFF INIZIATIVE FINANZIARIE FARMACEUTICHE S.r.l., sise à I-20126 Milan, Via Castel Morrone 1, par absorption de cette dernière, décide d'entériner un projet commun de fusion-absorption tel qu'annexé au présent procès-verbal, et ceci par reprise de l'ensemble des actifs et passifs de la Société par THE FOUR PLUS (Luxembourg) S.A..

*Deuxième résolution:*

Le conseil d'administration décide de mandater Madame Gabriele SCHNEIDER, administrateur, afin de comparaître par-devant notaire à Luxembourg au nom et pour compte de la société, en vue de faire acter au nom et pour compte du conseil d'administration ledit projet commun de fusion-absorption conformément à la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales par-devant notaire, et de faire prochainement enregistrer et publier ledit projet de fusion-absorption et conformité avec les disposition légales, et en général le conseil accorde pouvoirs audit mandataire de faire tout ce qui est nécessaire ou simplement utile en vue de finaliser ladite transaction.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 10.30 heures.

Enregistré à Luxembourg Actes Civiles, le 28 juillet 2014. Relation: LAC/2014/35400. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Carole FRISING.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Jérôme DOMANGE / Lou HUBY / Gabriele SCHNEIDER.

Référence de publication: 2014120336/294.

(140137547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2014.

**PP V PBF II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 168.619.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Schuttrange, le 2 juin 2014.

Référence de publication: 2014077182/10.

(140090751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2014.

**Oasis Capital S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.  
R.C.S. Luxembourg B 133.569.

En date du 27 mai 2014, le conseil de gérance de Oasis Capital S.à r.l., société à responsabilité limitée constituée sous les lois du Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 133.569 a pris la résolution de transférer le siège social de la société au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, à la date effective du 1<sup>er</sup> juin 2014.

Référence de publication: 2014077136/12.

(140090754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2014.

**Société Anonyme de Réassurance Luxembourgeoise, Société Anonyme.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 29.378.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 31 mars 2014*

*Quatrième résolution: Elections statutaires*

Lors de la réunion du Conseil d'administration du 12 juillet 2013, Madame Maud GALARD (dont l'adresse professionnelle est au 1 à 3, Boulevard de l'Europe, 78092 POISSY Cedex 09, France) a été cooptée au poste d'administrateur. L'Assemblée décide de la nommer au poste d'administrateur jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015.

Référence de publication: 2014077260/13.

(140090424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2014.

**PE-Invest SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 308, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 111.657.

Im Jahre zweitausendundvierzehn, den fünften Juni.

Vor dem Unterzeichneten, Maître Henri HELLINCKX, Notar mit Amtssitz in Luxemburg.

Fand eine außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre von "PE-Invest SICAV", mit Gesellschaftssitz in L-1471 Luxemburg, 308, route d'Esch, gegründet durch Urkunde des amtierenden Notars mit dem damaligen Amtswohnsitz in Mersch, am 4. November 2005, welche im Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (das "Mémorial") Nummer 1294 vom 29. November 2005 veröffentlicht wurde, statt.

Die Satzung der Gesellschaft wurde abgeändert gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 19. Mai 2011, veröffentlicht im Mémorial Nummer 2606 vom 26. Oktober 2011.

Die Versammlung fand unter dem Vorsitz von Herrn Rudolf Kessel, Privatangestellter, beruflich wohnhaft in Luxemburg.

Der Vorsitzende bestimmte zum Sekretär Frau Charlotte Prinz, Privatangestellte, beruflich wohnhaft in Luxemburg.

Die Versammlung bestimmte zum Stimmzähler Frau Petra Hauer, Privatangestellte, beruflich wohnhaft in Luxemburg.

Nach der Bildung des Präsidiums der Versammlung erklärte der Vorsitzende die Versammlung für eröffnet und ersuchte den Notar, Folgendes zu beurkunden:

I. Die Tagesordnung der Hauptversammlung lautet wie folgt:

*Tagesordnung*

1. Neufassung der Satzung aufgrund der Umsetzung des Gesetzes vom 12. Juli 2013 über Verwalter alternativer Investmentfonds.

2. Verschiedenes.

II. Die gegenwärtige Generalversammlung wurde einberufen durch Einladung mit der obengenannten Tagesordnung veröffentlicht im Mémorial C, im Luxemburger Wort und im Tageblatt am 20. Mai 2014 und am 28. Mai 2014.

III. Die vertretenen Aktionäre, die Vollmachten der vertretenen Aktionäre sowie die Anzahl ihrer Aktien sind auf einer Teilnehmerliste aufgeführt, welche vom Vorsitzenden, dem Protokollführer, dem Wahlprüfer und dem unterzeichneten Notar unterzeichnet wurde. Diese Teilnehmerliste sowie die Vollmachten werden dieser Urkunde zum Zwecke der Einreichung bei der zuständigen Behörde (Registrierungsbehörde) als Anlage beigefügt.

IV. Ausweislich der Teilnehmerliste sind Teilnehmerliste sind 909.655 der 1.473.850 sich im Umlauf befindlichen Aktien des Teilfonds PE-Invest 1 und 852.500 der 1.250.000 sich im Umlauf befindlichen Aktien des Teilfonds PE-Invest 2 in der heutigen Hauptversammlung vertreten.

V. Die Hauptversammlung kam ordnungsgemäß zustande und kann demzufolge wirksam über die Tagesordnungspunkte beschließen.

Nach eingehender Beratung fasste die Hauptversammlung einstimmig folgenden Beschluss:

*Einzigter Beschluss*

Aufgrund der Umsetzung des Gesetzes vom 12. Juli 2013 über Verwalter alternativer Investmentfonds, beschließt die Generalversammlung die komplette Neufassung der Satzung um ihr fortan folgenden Wortlaut zu geben:

**Art. 1. Name.** Zwischen den Inhabern von Anteilen («Anteilinhaber») und künftigen Inhabern von Anteilen besteht eine Gesellschaft in Form einer Aktiengesellschaft («société anonyme») unter dem Namen PE-Invest SICAV (die «Gesellschaft»), welche die Voraussetzungen einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital («société d'investissement à capital variable») erfüllt. Bei dem Fonds handelt es sich um einen alternativen Investmentfonds im Sinne des Luxemburger Gesetzes vom 12. Juli 2013 über Verwalter alternativer Investmentfonds („Gesetz vom 12. Juli 2013“).

**Art. 2. Dauer.** Die Gesellschaft besteht auf bestimmte Zeit und zwar bis zum 30. Juni 2025. Die Gesellschaft kann jederzeit durch Beschluss einer außerordentlichen Hauptversammlung der Anteilinhaber aufgelöst und liquidiert werden.

Sinkt das Gesellschaftskapital unter zwei Drittel des Mindestkapitals, so muss der Verwaltungsrat in der Hauptversammlung die Auflösung der Gesellschaft beantragen; die Hauptversammlung tagt dabei ohne Anwesenheitspflicht und beschließt mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen der auf der Hauptversammlung anwesenden und vertretenen Anteile. Gleiches gilt, wenn das Gesellschaftskapital unter ein Viertel des Mindestkapitals sinkt, wobei in diesem Fall die Auflösung der Gesellschaft durch ein Viertel der in der Hauptversammlung vertretenen Anteile ausgesprochen werden kann.

**Art. 3. Gegenstand.** Der ausschließliche Gegenstand der Gesellschaft ist die Anlage ihrer verfügbaren Mittel in Vermögenswerte, die nach Teil II des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen (nachfolgend „Gesetz vom 17. Dezember 2010“) i. V. m. dem Gesetz vom 12. Juli 2013 zulässig sind und wie ferner im Prospekt erläutert, mit dem Ziel, die Anlagerisiken zu streuen und ihren Anteilinhabern die Erträge der Verwaltung ihrer Vermögenswerte zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann im Rahmen der Bestimmungen von Teil II des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 i. V. m. dem Gesetz vom 12. Juli 2013 alle Maßnahmen ergreifen und alle Geschäfte tätigen, die sie zur Erfüllung und Förderung des Gesellschaftszweckes für zweckmäßig erachtet.

**Art. 4. Eingetragener Sitz.** Der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt im Großherzogtum Luxemburg. Auf Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft (der «Verwaltungsrat») können Niederlassungen oder Geschäftsstellen sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Wenn der Verwaltungsrat zu dem Schluss kommt, dass außerordentliche Ereignisse politischer oder militärischer Art eingetreten sind oder einzutreten drohen, die die gewöhnliche Geschäftstätigkeit am Sitz der Gesellschaft oder die reibungslose Kommunikation von diesem Sitz mit im Ausland befindlichen Personen beeinträchtigen könnten, kann er den Sitz der Gesellschaft bis zur vollständigen Beendigung dieser außerordentlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegen; diese vorübergehende Maßnahme hat jedoch keinerlei Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz dieser vorübergehenden Verlegung des Sitzes eine Luxemburger Gesellschaft bleibt.

**Art. 5. Kapital - Anteile - Anteilklasse.** Das Kapital der Gesellschaft wird durch nennwertlose Anteile (die «Anteile») verbrieft und entspricht zu jeder Zeit dem gesamten Nettovermögen der Gesellschaft, wie im Einklang mit den Vorschriften von Artikel 23 dieser Satzung ermittelt.

Das Mindestkapital der Gesellschaft muss sechs Monate nach der Zulassung der Gesellschaft als Organismus für Gemeinsame Anlagen (ein «OGA») eine Million zwei hundert fünfzig tausend Euro (1.250.000,-EUR) betragen.

Aufgrund des Beschlusses der außerordentlichen Hauptversammlung der Anteilinhaber vom 19. Mai 2011 werden bis zum Laufzeitende des jeweiligen Teilfonds keine neuen Anteile ausgegeben und, auf einseitige Anfrage des Anteilinhabers, zurückgenommen. Insofern sind die nachfolgenden Regelungen zu Ausgabe, Rücknahme oder Umtausch von Anteilen aufgehoben. Dies betrifft insbesondere, jedoch nicht ausschließlich, die Regelungen von Artikel 21.

Die Gesellschaft kann aufgrund der Entscheidung des Verwaltungsrates verschiedene Teilfonds bilden, welche auf unterschiedliche Währungen lauten können (die «Teilfonds»). Jeder Anteil wird einem Teilfonds zugeordnet. Die Erlöse aus der Ausgabe von Anteilen eines jeden Teilfonds (gegebenenfalls nach Abzug von Ausgabeaufschlag, die für diese Anteile jeweils erhoben werden können) werden in Übereinstimmung mit den in Artikel 3 dieser Satzung festgelegten Zielen wie im Verkaufsprospekt erläutert in Vermögenswerten angelegt, und zwar entsprechend der vom Verwaltungsrat jeweils für die einzelnen Teilfonds festgelegten Anlagepolitik.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, innerhalb eines Teilfonds verschiedene Klassen von Anteilen (jeweils eine «Anteilklasse» bzw. «Klasse») aufzulegen, die sich unter anderem im Hinblick auf Gebührenstruktur, Ausschüttungspolitik, Absicherungsstrategien, Mindestanlagebeträge, Anlegervoraussetzungen, Zahlungsmodalitäten oder andere spezifische

Eigenschaften voneinander unterscheiden und auf unterschiedliche Währungen lauten können, wie vom Verwaltungsrat entschieden. Nach Maßgabe der vorstehenden Bestimmungen ist der Verwaltungsrat berechtigt, innerhalb einer Anteilklasse zwei Kategorien von Anteilen zu unterscheiden, wobei die eine Kategorie aus thesaurierenden Anteilen («The-saurierende Anteile») und die andere Kategorie aus ausschüttenden Anteilen («Ausschüttende Anteile») besteht. Dem Verwaltungsrat obliegt die Entscheidung, ob und wann Anteile solcher Anteilklassen zum Vertrieb angeboten werden, und die Festlegung der Bedingungen einer solchen Ausgabe.

Zur Bestimmung des Kapitals der Gesellschaft wird das jedem einzelnen Teilfonds zuzuordnende Nettovermögen bei einem Teilfonds, der nicht in Euro denominiert ist, rechnerisch in Euro umgewandelt werden, und zwar in Übereinstimmung mit den Bestimmungen in Artikel 25; das Kapital entspricht dem gesamten Nettovermögen aller Teilfonds.

**Art. 6. Namensanteile - Inhaberanteile.** Der Verwaltungsrat kann entscheiden, ob die Anteile als Namensanteile («Namensanteile») und/oder als Inhaberanteile («Inhaberanteile») ausgegeben werden.

Werden Inhaberanteile ausgegeben, werden sie entweder durch (i) eine Globalurkunde oder durch (ii) einzelne Inhaberanteilscheine verbrieft.

Inhaberanteile, die durch einzelne Inhaberanteilscheine verbrieft sind, werden in der Stückelung ausgegeben, die vom Verwaltungsrat bestimmt wird. Beantragt ein Eigentümer von Inhaberanteilen den Austausch seiner Anteilscheine in Anteilscheine mit anderer Stückelung, können ihm die Kosten eines solchen Austausches in Rechnung gestellt werden.

Namensanteile werden, sofern nicht ausdrücklich die Ausgabe eines Anteilscheins gewünscht wird, grundsätzlich ohne Anteilscheine ausgegeben. Anstelle eines Anteilscheines erhalten die Anteilinhaber eine Bestätigung ihres Anteilbestandes. Wünscht ein Inhaber von Namensanteilen mehr als einen Anteilschein für seine Anteile, bzw. beantragt ein Eigentümer von Inhaberanteilen den Umtausch seiner Inhaberanteile in Namensanteile, so kann der Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen dem jeweiligen Anteilinhaber die Verwaltungskosten für einen solchen Umtausch in Rechnung stellen.

Einzelne Inhaberanteilscheine sind entweder von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates oder von einem Mitglied des Verwaltungsrates und einem vom Verwaltungsrat hierzu ordnungsgemäß bevollmächtigten Beauftragten zu unterzeichnen. Die Unterschriften der Verwaltungsratsmitglieder können handschriftlich, gedruckt oder als Faksimile geleistet werden. Die Unterschrift des bevollmächtigten Beauftragten muss handschriftlich erfolgen. Die Gesellschaft kann Interimscheine in der vom Verwaltungsrat jeweils bestimmten Form ausgeben.

Anteile werden lediglich bei Annahme der Zeichnung und vorbehaltlich der Zahlung des Preises je Anteil, wie in Artikel 24 dieser Satzung festgelegt, ausgegeben. Der Zeichner wird unverzüglich einen endgültigen Anteilschein erhalten bzw., nach Maßgabe der vorstehenden Bestimmungen, eine Bestätigung seines Anteilbestandes.

Etwaige Zahlungen von Ausschüttungen an die Anteilinhaber erfolgen für Namensanteile auf Risiko der Anteilinhaber per Scheck, welcher an die im Anteilregister (das «Anteilregister») angegebene Adresse bzw. an eine andere, dem Verwaltungsrat schriftlich mitgeteilte Adresse gesendet wird, oder durch Überweisung, und für Inhaberanteile, die durch einzelne Inhaberanteilscheine verbrieft sind, in bar gegen Vorlage des jeweiligen Kupons. Zahlungen von Ausschüttungen für Inhaberanteile, die durch Globalurkunden verbrieft sind, erfolgen im Wege der Gutschrift auf das bei der betreffenden Clearingstelle eröffnete Depot der Finanzmittler der Anteilinhaber.

Alle Namensanteile der Gesellschaft sind im Anteilregister einzutragen, das von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren von der Gesellschaft hiermit beauftragten Personen geführt wird; das Anteilregister enthält den Namen eines jeden Inhabers von Namensanteilen, seinen Wohnort oder gewählten Wohnsitz (im Falle des Miteigentums an Namensanteilen nur die Adresse des erstgenannten Miteigentümers), soweit diese Angaben der Gesellschaft mitgeteilt wurden, sowie die Anzahl der in jedem Teilfonds gehaltenen Anteile. Jede Übertragung von Namensanteilen wird im Anteilregister eingetragen, und zwar jeweils gegen Zahlung einer Gebühr, die vom Verwaltungsrat für die Eintragung von Dokumenten, welche sich auf das Eigentum an den Anteilen beziehen oder sich darauf auswirken, genehmigt wurde.

Unbeschadet der Bestimmungen in Artikel 8 dieser Satzung sind die Anteile unbeschränkt übertragbar und frei von jeglichen Pfandrechten zu Gunsten der Gesellschaft.

Einzelne Inhaberanteilscheine werden den Anteilinhabern auf deren Risiko an die Adresse gesendet, die der von der Gesellschaft jeweils beauftragten Stelle zu diesem Zweck mitgeteilt wurde.

Die Übertragung von Inhaberanteilen, die durch einzelne Inhaberanteilscheine verbrieft sind, erfolgt durch Übergabe der einzelnen Inhaberanteilscheine.

Eine Übertragung von durch Globalurkunden verbrieften Inhaberanteilen erfolgt durch Einbuchung auf das von den Finanzmittlern der Anteilinhaber bei den Clearingstellen eröffnete Depot, in Übereinstimmung mit den geltenden Gesetzen und den Vorschriften und Verfahrensweisen der jeweiligen mit der Übertragung befassten Clearingstelle.

Eine Übertragung von Namensanteilen erfolgt durch Eintragung der Übertragung im Anteilregister durch die Gesellschaft gegen Übergabe des Anteilscheins bzw. der Anteilscheine für diese Anteile, sofern ausgestellt, an die Gesellschaft, zusammen mit anderen Urkunden und unter Erfüllung aller anderen Übertragungsvoraussetzungen, wie sie von der Gesellschaft gefordert sind.

Jeder Anteilinhaber, dessen Anteilbestand im Anteilregister eingetragen ist, muss der Gesellschaft eine Anschrift mitteilen, an die alle Mitteilungen und Bekanntmachungen der Gesellschaft gesandt werden können. Diese Anschrift wird ebenfalls in das Anteilregister eingetragen. Bei Miteigentum an den Anteilen (das Miteigentum ist auf maximal vier Personen beschränkt) wird nur eine Adresse eingetragen, und alle Mitteilungen werden ausschließlich an diese Adresse gesandt.



Wenn ein solcher Anteilhaber keine Anschrift angibt, kann die Gesellschaft eine diesbezügliche Anmerkung im Anteilregister eintragen; in diesem Fall gilt als Anschrift des Anteilhabers die Adresse des eingetragenen Sitzes der Gesellschaft bzw. eine andere von der Gesellschaft jeweils eingetragene Anschrift, bis der Anteilhaber der Gesellschaft eine andere Anschrift mitteilt. Der Anteilhaber kann zu jeder Zeit seine im Anteilregister eingetragene Anschrift durch schriftliche Mitteilung ändern, welche an die Gesellschaft an ihren eingetragenen Sitz oder an eine andere von der Gesellschaft jeweils angegebene Adresse zu senden ist. Vorbehaltlich der vorherigen Zustimmung der Gesellschaft, können Anteile bei Annahme der Zeichnung auch gegen eine Sacheinlage in Form von übertragbaren Wertpapieren und anderen Vermögenswerten ausgegeben werden, soweit diese mit der Anlagepolitik und den Anlagezielen der Gesellschaft im Einklang stehen. Eine solche Zeichnung gegen Sachleistungen wird in einem von den Wirtschaftsprüfern erstellten Bericht bewertet.

Führt die von einem Zeichner für Namensanteile geleistete Zahlung zu einem Anteilsbruchteil wird dieser Anteilsbruchteil im Anteilregister eingetragen. Anteilsbruchteile verleihen keinerlei Stimmrechte; allerdings ist der Anteilhaber zu anteiligen Ausschüttungen berechtigt, soweit die Gesellschaft dies vorsieht. Für Inhaberanteile werden nur Anteilscheine für Anteile in ganzer Zahl ausgegeben; diese Anteile können nicht in Bruchteilen erworben oder zur Rücknahme vorgelegt werden.

**Art. 7. Verlust und Vernichtung von Anteilscheinen.** Kann ein Inhaber von Inhaberanteilen, die durch einzelne Inhaberanteilscheine verbrieft sind, in für die Gesellschaft zufrieden stellender Weise nachweisen, dass sein Inhaberanteilschein verloren gegangen, beschädigt oder vernichtet worden ist, ist auf seinen Antrag und zu den von der Gesellschaft festgelegten Bedingungen und Garantien, insbesondere in Form einer von einer Versicherung ausgestellten Garantie, die Ausgabe eines Duplikats möglich. Bei Ausgabe des neuen Anteilscheines, der als Duplikat gekennzeichnet ist, verfällt der ursprüngliche Anteilschein, für den das Duplikat ausgestellt wurde.

Die Gesellschaft kann nach ihrem Ermessen dem Anteilhaber einzelner Inhaberanteilscheine außerordentliche Auslagen in Rechnung stellen, die ihr in Verbindung mit der Ausgabe eines Duplikats oder eines neuen Anteilscheins als Ersatz für einen verlorenen, beschädigten oder vernichteten Anteilschein entstanden sind.

Rücknahmeanträge für verloren gegangene einzelne Inhaberanteilscheine werden nicht angenommen.

**Art. 8. Erwerbsbeschränkungen für die Anteile.** Der Verwaltungsrat ist berechtigt, Beschränkungen aufzuerlegen, die er nach seinem Ermessen für notwendig hält, um sicherzustellen, dass die Anteile der Gesellschaft nicht von oder im Namen einer natürlichen oder juristischen Person erworben oder gehalten werden, die nach dem alleinigen Ermessen des Verwaltungsrates nicht zur Zeichnung oder zum Besitz der Anteile an der Gesellschaft bzw. der Anteile eines bestimmten Teilfonds oder einer bestimmten Anteilklasse berechtigt sind, sofern (i) sich ein solcher Anteilbesitz nach Ansicht des Verwaltungsrates nachteilig auf die Gesellschaft auswirken könnte, (ii) dies einen Verstoß gegen in Luxemburg oder im Ausland geltende Gesetze oder Vorschriften zur Folge hätte, (iii) der Gesellschaft daraufhin u. U. steuerliche, rechtliche oder finanzielle Nachteile entstehen würden, die ihr ansonsten nicht entstanden wären, oder (iv) wenn die vorgenannten Personen bzw. Gesellschaften die von den Anteilhabern zu erfüllenden Voraussetzungen für eine bestimmte Anteilklasse nicht erfüllen (jeweils eine «Nicht Zugelassene Person»).

Insbesondere ist die Gesellschaft berechtigt, das Eigentum an Anteilen der Gesellschaft durch natürliche oder juristische Personen einzuschränken oder zu unterbinden; dies gilt uneingeschränkt für das Eigentum an Anteilen durch (i) «US-Personen», wie nachstehend definiert, durch (ii) Personen, die eine Zeichnung oder einen Kauf von Anteilen an einem Zweitmarkt beabsichtigen oder Anteile in ihrem Bestand halten, sofern es sich dabei um Anteile von Anteilklassen handelt, die Professionellen Anlegern (wie nachstehend definiert) vorbehalten sind, und diese Personen nicht die Voraussetzungen als Professionelle Anleger erfüllen, oder durch (iii) Nicht Zugelassene Personen. Für die Zwecke dieser Bestimmung ist die Gesellschaft befugt:

(1) die Ausgabe von Anteilen abzulehnen, sofern es den Anschein hat, dass die Ausgabe dazu führt oder dazu führen könnte, dass die Anteile mittelbar oder unmittelbar im wirtschaftlichen Eigentum einer Person stehen, die vom Besitz von Anteilen der Gesellschaft ausgeschlossen ist;

(2) zu jeder Zeit eine im Anteilregister eingetragene Person aufzufordern, solche Auskünfte zu geben und gegebenenfalls die dazu nötigen Beweise zu erbringen, welche nach Auffassung der Gesellschaft für die Feststellung notwendig sind, ob sich die Anteile im wirtschaftlichen Eigentum einer Person befinden, die vom Besitz von Anteilen der Gesellschaft ausgeschlossen ist; und

(3) alle Anteile eines Anteilhabers zwangsweise zurückzunehmen, sofern die Gesellschaft vermutet, dass eine vom Besitz von Anteilen an der Gesellschaft ausgeschlossene Person wirtschaftliche oder eingetragene Allein- oder Miteigentümerin von Anteilen ist. Eine zwangsweise Rücknahme wird wie folgt durchgeführt:

(a) Die Gesellschaft übersendet dem Anteilhaber, in dessen Besitz sich die Anteile befinden oder der im Anteilregister als Eigentümer eingetragen ist, eine Mitteilung (im Folgenden die

«Rücknahmemitteilung»), in der die zurückzunehmenden Anteile, der Preis der bei Rücknahme für diese Anteile gezahlt wird sowie der Ort, an dem der Rücknahmepreis (wie nachstehend in Artikel 21 definiert) für diese Anteile entrichtet wird, bezeichnet sind. Eine solche Mitteilung kann dem Anteilhaber mittels eines frankierten Einschreibens mit der zuletzt bekannten Adresse bzw. der im Anteilregister vermerkten Adresse per Post zugesandt werden. Unmittelbar nach Geschäftsschluss an dem in der Rücknahmemitteilung bezeichneten Datum ist der Anteilhaber nicht länger Anteilhaber der Gesellschaft und die vormalig von ihm gehaltenen Anteile werden entwertet. Der besagte Anteilhaber ist daraufhin

verpflichtet, der Gesellschaft den bzw. die Anteilschein/e (sofern ausgegeben) für die in der Rücknahmemitteilung aufgeführten Anteile unverzüglich auszuhändigen;

(b) der Preis, zu dem die in der Rücknahmemitteilung angegebenen Anteile zurückgenommen werden, wird in Übereinstimmung mit den Bestimmungen in Artikel 21 dieser Satzung bestimmt;

(c) die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt in der Referenzwährung des jeweiligen Teilfonds an den Anteilinhaber, der als Eigentümer erscheint; Der Rücknahmepreis wird von der Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder bei einer anderen Stelle (wie in der Rücknahmemitteilung angegeben) zur Auszahlung an diese Person hinterlegt; Die Auszahlung erfolgt allerdings im Falle der Ausgabe von Anteilscheinen nur gegen Übergabe des Anteilscheins bzw. der Anteilscheine, die die in der Mitteilung bezeichneten Anteile verbriefen. Mit Hinterlegung der dem oben genannten Rücknahmepreis entsprechenden Gelder erlöschen sämtliche Rechte bzw. Ansprüche der in der Rücknahmemitteilung bezeichneten Person an den Anteilen sowie alle mit diesen verbundene Ansprüche gegen die Gesellschaft oder ihr Vermögen, mit Ausnahme der Rechte des Anteilinhabers, der als Eigentümer der Anteile erscheint, auf Auszahlung des hinterlegten Rücknahmepreises (ohne Zinsen) durch die betreffende Bank, wie oben beschrieben;

(d) die Ausübung der in diesem Artikel eingeräumten Befugnis durch die Gesellschaft kann in keinem Fall mit der Begründung angefochten oder für ungültig erklärt werden, dass der Nachweis über den Eigentümer der Anteile unzureichend war, oder dass das tatsächliche Eigentum an den Anteilen anders gelagert war, als es sich der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rücknahmemitteilung darstellte, vorausgesetzt, die Ausübung der Befugnisse durch die Gesellschaft geschah in gutem Glauben; und

(4) einer vom Anteilbesitz ausgeschlossenen Person auf einer Versammlung der Anteilinhaber der Gesellschaft das Stimmrecht zu versagen.

Im Sinne dieser Satzung bezeichnet der Begriff «US-Person» jede US-Person (im Sinne der Definition in den US-Bundesgesetzen über Wertpapiere, Waren und Steuern) sowie Personen, die ihren Wohnsitz zum Zeitpunkt des Angebots oder des Verkaufs der Anteile in den Vereinigten Staaten von Amerika haben; der Begriff «Professioneller Anleger» im Sinne dieser Satzung bezeichnet alle Anleger, die die Voraussetzungen als Professioneller Anleger im Sinne des Anhang 2 der Richtlinie 2004/39/EG über Märkte für Finanzinstrumente in seiner jeweils geltenden Fassung erfüllen.

**Art. 9. Befugnisse der Hauptversammlung der Anteilinhaber.** Jede ordnungsgemäß zustande gekommene Versammlung der Anteilinhaber der Gesellschaft vertritt die Gesamtheit der Anteilinhaber. Ihre Beschlüsse binden alle Anteilinhaber der Gesellschaft unabhängig von den von diesen jeweils gehaltenen Anteilen. Die Versammlung der Anteilinhaber ist mit den weitest gehenden Befugnissen in Bezug auf die Anordnung, Ausführung und Ratifizierung von Rechtshandlungen in Verbindung mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft ausgestattet.

**Art. 10. Hauptversammlung.** Die Jahreshauptversammlung der Anteilinhaber findet, in Übereinstimmung mit luxemburgischem Recht, jedes Jahr am 4. Dezember um 9 Uhr am eingetragenen Sitz der Gesellschaft in Luxemburg oder an einem anderen in der Versammlungsmittteilung angegebenen Ort in Luxemburg statt, zum ersten Mal im Jahre 2006. Ist dieser Tag kein Luxemburger Bankgeschäftstag, wird die Jahreshauptversammlung an dem unmittelbar darauf folgenden Luxemburger Bankgeschäftstag abgehalten. «Luxemburger Bankgeschäftstag» ist ein Tag (mit Ausnahme von Samstag oder Sonntag), an dem die Geschäftsbanken in Luxemburg geöffnet sind und Zahlungen abwickeln. Die Jahreshauptversammlung kann außerhalb Luxemburgs abgehalten werden, sofern der Verwaltungsrat dies nach seinem Ermessen auf Grund außergewöhnlicher Umstände für erforderlich hält.

Sonstige Versammlungen der Anteilinhaber werden an dem Ort und an dem Tag abgehalten, die in der jeweiligen Versammlungsmittteilung angegeben sind.

Der Verwaltungsrat kann Versammlungen der Anteilinhaber eines oder mehrerer Teilfonds bzw. einer oder mehrerer Anteilklassen einberufen, um über Angelegenheiten dieser Teilfonds oder Anteilklassen und/oder über eine Änderung ihrer jeweiligen Rechte zu beschließen.

**Art. 11. Beschlussfähigkeit und Abstimmung.** Sofern in dieser Satzung keine anders lautenden Regelungen getroffen sind, gelten die gesetzlichen Vorschriften in Bezug auf die Mindestanwesenheit zur Beschlussfähigkeit und die anwendbaren Fristen sowohl für die Versammlungsmittteilung als auch für die Durchführung der Versammlungen der Anteilinhaber.

Solange das Anteilkapital in mehrere Teilfonds und Anteilklassen aufgeteilt ist, können die mit den Anteilen eines Teilfonds bzw. einer Anteilklasse verbundenen Rechte (sofern in den Ausgabebedingungen für die Anteile dieses Teilfonds oder dieser Anteilklasse keine anderen Regelungen getroffen sind), ungeachtet einer möglichen Abwicklung der Gesellschaft, durch Beschluss einer separaten Hauptversammlung der Anteilinhaber des jeweiligen Teilfonds bzw. der jeweiligen Anteilklasse geändert werden, wobei für einen solchen Beschluss eine Mehrheit von zwei Dritteln der abgegebenen Stimmen erforderlich ist. Auf eine solche separate Hauptversammlung finden die in dieser Satzung für Hauptversammlungen festgelegten Bestimmungen entsprechend Anwendung, allerdings mit der Maßgabe, dass zur Beschlussfähigkeit einer solchen separaten Hauptversammlung die Anwesenheit einer Anzahl von anwesenden und vertretenen Anteilinhabern erforderlich ist, die mindestens die Hälfte der ausgegebenen Anteile des jeweiligen Teilfonds bzw. der jeweiligen Anteilklasse hält (bzw. sollte bei Vertagung einer Versammlung eines Teilfonds oder einer Anteilklasse die oben festgelegte Mindestanwesenheit nicht erreicht werden, gilt die Mindestanwesenheit als erfüllt, sofern eine Person, die Anteile an dem betreffenden Teilfonds bzw. der betreffenden Anteilklasse hält, anwesend oder vertreten ist).

Jeder ganze Anteil eines Teilfonds oder einer Anteilklasse verleiht, unabhängig von seinem Nettovermögenswert innerhalb des Teilfonds oder der Anteilklasse, eine Stimme; dies gilt vorbehaltlich der in dieser Satzung auferlegten Beschränkungen. Ein Anteilinhaber ist berechtigt, sich auf jeder Versammlung der Anteilinhaber im Wege einer schriftlichen Vollmacht durch eine andere Person vertreten zu lassen.

Sofern in den gesetzlichen Bestimmungen oder in dieser Satzung keine anders lautenden Regelungen getroffen sind, werden Beschlüsse auf einer ordnungsgemäß einberufenen Versammlung der Anteilinhaber mit der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen der auf dieser Versammlung anwesenden und vertretenen Anteilinhaber gefasst.

Der Verwaltungsrat kann jeweils alle sonstigen für die Teilnahme an den Versammlungen der Anteilinhaber zu erfüllenden Bedingungen bestimmen.

**Art. 12. Versammlungsmittelung.** Die Versammlung der Anteilinhaber tritt auf Einberufung durch den Verwaltungsrat oder, sofern außergewöhnliche Umstände dies erfordern, auf Einberufung durch zwei gemeinschaftlich handelnde Mitglieder des Verwaltungsrates zusammen; die Versammlungsmittelung mit der Tagesordnung wird jedem eingetragenen Anteilinhaber spätestens acht Kalendertage vor der Versammlung per Post übersandt.

Sofern Inhaberanteile ausgegeben sind, erfolgt die Veröffentlichung der Mitteilung zusätzlich gemäß Luxemburger Recht sowie gegebenenfalls in anderen vom Verwaltungsrat jeweils nach seinem Ermessen bestimmten Zeitungen.

**Art. 13. Der Verwaltungsrat.** Die Gesellschaft wird vom Verwaltungsrat geleitet, welcher sich aus mindestens drei Mitgliedern zusammensetzt. Die Mitglieder des Verwaltungsrates müssen bei ihrem Amtsantritt und während der ganzen Dauer ihres Amtes in einem Arbeitsverhältnis mit einem an der Strukturierung oder Verwaltung der Gesellschaft wesentlich beteiligten Unternehmen (solche Unternehmen werden von Zeit zur Zeit vom Verwaltungsrat festgelegt) (ein «Beteiligtes Unternehmen») stehen, brauchen aber keine Anteilinhaber der Gesellschaft zu sein.

Sollte das Arbeitsverhältnis eines Mitgliedes des Verwaltungsrates mit einem Beteiligten Unternehmen während seiner Amtszeit enden, muss das Mitglied innerhalb von 5 Luxemburger Bankgeschäftstage sein Amt als Verwaltungsratsmitglied niederlegen.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrzahl seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Ein Verwaltungsrat kann sich durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen, das dazu durch Brief, Telegramm, Telekopie oder Fernschreiben bevollmächtigt wurde. In Dringlichkeitsfällen kann die Beschlussfassung auch durch Brief, Telegramm, Telekopie oder Fernschreiben erfolgen.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit Stimmenmehrheit gefasst.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden von den Anteilhabern auf der Jahreshauptversammlung für einen Zeitraum, der sechs Jahre nicht überschreiten darf, gewählt. Ein Mitglied des Verwaltungsrates kann auf Beschluss der Anteilinhaber zu jeder Zeit mit oder ohne Angabe von Gründen abberufen und/oder ersetzt werden.

Wird das Amt eines Mitgliedes des Verwaltungsrates durch Tod, Rücktritt oder aus anderen Gründen vakant, können die verbleibenden Mitglieder durch Mehrheitsbeschluss ein neues Mitglied wählen, das bis zur nächsten Versammlung der Anteilinhaber diese Vakanz besetzt.

**Art. 14. Verfahren des Verwaltungsrates.** Der Verwaltungsrat bestimmt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden sowie gegebenenfalls einen oder zwei stellvertretende Vorsitzende. Er kann außerdem einen Schriftführer bestimmen, der kein Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und dem die Protokollführung bei den Sitzungen des Verwaltungsrates und den Versammlungen der Anteilinhaber obliegt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einberufung durch zwei Mitglieder des Verwaltungsrates an dem in der Einberufungsmittelung angegebenen Ort zusammen.

Der Vorsitzende führt den Vorsitz auf allen Versammlungen der Anteilinhaber und auf allen Sitzungen des Verwaltungsrates; in seiner Abwesenheit können die Anteilinhaber bzw. die Mitglieder des Verwaltungsrates durch Mehrheitsbeschluss der bei der Versammlung bzw. Sitzung Anwesenden eine andere Person zum Vorsitzenden pro tempore ernennen.

Alle Mitglieder des Verwaltungsrates werden spätestens vierundzwanzig Stunden vor der für eine Sitzung angesetzten Uhrzeit schriftlich benachrichtigt, außer bei Notfällen, wobei die einen Notfall begründenden Umstände in der Sitzungsmittelung darzulegen sind. Auf eine Mitteilung kann verzichtet werden, sofern jedes Mitglied des Verwaltungsrates schriftlich, per Telegramm, Telex, elektronischer Post oder Telefax seine Zustimmung gibt. Separate Mitteilungen für einzelne Sitzungen sind nicht notwendig, wenn Zeitpunkt und Ort der Sitzung in einem zuvor vom Verwaltungsrat beschlossenen Sitzungsplan festgelegt sind.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann auf einer Sitzung des Verwaltungsrates handeln, indem es ein anderes Mitglied schriftlich, per Telegramm, Telex, elektronischer Post oder Telefax zu seinem Vertreter bestellt. Die Verwaltungsratsmitglieder können außerdem ihre Stimme auch schriftlich, per Telegramm, Telex, elektronischer Post oder Telefax abgeben.

Die Verwaltungsratsmitglieder können nur im Rahmen von ordnungsgemäß einberufenen Sitzungen des Verwaltungsrates Handlungen vornehmen. Die Mitglieder des Verwaltungsrates können die Gesellschaft nicht durch individuelle Rechtshandlungen binden, sofern sie nicht durch einen Beschluss des Verwaltungsrates ausdrücklich hierzu ermächtigt sind.

Der Verwaltungsrat kann nur dann beraten und rechtsgültig handeln, wenn mindestens die Mehrheit seiner Mitglieder bei der Verwaltungsratssitzung anwesend (wobei dies auch im Wege einer Telefon- oder Videokonferenz möglich ist) oder vertreten ist. Beschlüsse werden mit der Mehrheit der auf der Sitzung von den anwesenden oder vertretenen Mitgliedern abgegebenen Stimmen gefasst. Der Vorsitzende des Verwaltungsrates hat bei Stimmgleichheit die ausschlaggebende Stimme.

Beschlüsse des Verwaltungsrates können in schriftlicher Form verabschiedet werden, welche in einfacher oder mehrfacher Ausfertigung von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet werden. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates sind in Textform zu protokollieren und zu dokumentieren. Jedem Verwaltungsratsmitglied ist eine Ausfertigung auszuhandigen. Zwei Mitglieder des Verwaltungsrates oder ein Mitglied des Verwaltungsrates und eine gemäß Artikel 23 Absatz (1) bestellte Person sind ermächtigt, gemeinsam Kopien oder Auszüge solcher Sitzungsprotokolle zu unterzeichnen.

Der Verwaltungsrat ernennt jeweils die Mitglieder der Geschäftsführung der Gesellschaft, einschließlich eines General Managers und eines Secretarys sowie gegebenenfalls eines Assistant General Managers, Assistant Secretarys und anderer Mitglieder der Geschäftsführung, soweit sie für die Geschäftstätigkeit und die Leitung der Gesellschaft als erforderlich angesehen werden. Eine solche Ernennung kann vom Verwaltungsrat zu jeder Zeit widerrufen werden. Mitglieder der Geschäftsführung müssen keine Mitglieder des Verwaltungsrates oder Anteilinhaber der Gesellschaft sein. Die ernannten Mitglieder der Geschäftsführung haben die ihnen vom Verwaltungsrat zugewiesenen Rechte und Pflichten, sofern in dieser Satzung keine anders lautenden Regelungen enthalten sind.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, seine Leitungsbefugnisse in Bezug auf die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft sowie seine Handlungsvollmacht im Hinblick auf die Förderung der Unternehmenspolitik und des Gesellschaftszweckes an natürliche oder juristische Personen zu delegieren, die keine Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen und die diese Aufgaben unter der Aufsicht des Verwaltungsrates wahrnehmen. Der Verwaltungsrat kann außerdem bestimmte Befugnisse, Ermächtigungen und Entscheidungen auf einen Ausschuss übertragen, welcher aus einer oder mehreren Personen (ungeachtet einer Mitgliedschaft im Verwaltungsrat) besteht, die vom Verwaltungsrat als geeignet angesehen werden, vorausgesetzt, die Mehrheit der Mitglieder des Ausschusses sind Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft, und mit der Maßgabe, dass der Ausschuss bei seinen Sitzungen nur dann in Bezug auf seine Befugnisse, Ermächtigungen und Entscheidungsvollmachten handlungsfähig ist, sofern die Anwesenden mehrheitlich Verwaltungsratsmitglieder sind.

**Art 15. Protokolle der Verwaltungsratssitzungen.** Die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates sind in Textform zu erstellen und zu dokumentieren und vom Vorsitzenden pro tempore zu unterzeichnen, der in der jeweiligen Sitzung den Vorsitz hatte.

Kopien bzw. Auszüge dieser Protokolle, welche zur Vorlage bei Gericht oder anderweitig verwendet werden, sind vom jeweiligen Vorsitzenden bzw. vom Schriftführer oder von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates zu unterzeichnen.

**Art. 16. Festlegung der Anlagepolitik.** Der Verwaltungsrat ist mit den weitest gehenden Befugnissen zur Ausführung von Verwaltungshandlungen und Verfügungen im Interesse der Gesellschaft ausgestattet. Alle Befugnisse, die nicht kraft Gesetzes oder nach dieser Satzung der Versammlung der Anteilinhaber vorbehalten sind, können vom Verwaltungsrat ausgeübt werden.

**Art. 17. Beteiligungen der Verwaltungsratsmitglieder.** Verträge oder sonstige Transaktionen der Gesellschaft mit einem anderen Unternehmen oder einer anderen Firma werden nicht durch die Tatsache beeinträchtigt oder unwirksam, dass ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates oder der Geschäftsführung der Gesellschaft an diesem Unternehmen oder an dieser Firma beteiligt sind oder dort als Mitglied des Verwaltungsrates bzw. der Geschäftsführung oder als Mitarbeiter tätig sind. Vorbehaltlich der nachstehenden Bestimmungen, ist ein Mitglied des Verwaltungsrates oder der Geschäftsführung, das als Verwaltungsratsmitglied, Mitglied der Geschäftsführung oder Mitarbeiter bei einem Unternehmen oder einer Firma tätig ist, mit der die Gesellschaft beabsichtigt, einen Vertrag abzuschließen oder anderweitige geschäftliche Beziehungen aufzunehmen, nicht auf Grund seiner Verbundenheit mit dem anderen Unternehmen bzw. der anderen Firma daran gehindert, an Beratungen, Abstimmungen oder Handlungen in Bezug auf Angelegenheiten teilzunehmen, welche sich im Hinblick auf den betreffenden Vertrag oder die sonstigen geschäftlichen Angelegenheiten ergeben.

Hat ein Mitglied des Verwaltungsrates oder der Geschäftsführung der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einer Transaktion der Gesellschaft, so ist dieses Mitglied des Verwaltungsrates oder der Geschäftsführung verpflichtet, dem Verwaltungsrat eine diesbezügliche Mitteilung zu machen; das betreffende Mitglied ist von der Beratung und Abstimmung über diese Transaktion auszuschließen; die Transaktion und das persönliche Interesse des Mitglieds des Verwaltungsrates oder der Geschäftsführung ist den Anteilhabern bei der nächsten Versammlung der Anteilinhaber mitzuteilen.

**Art. 18. Freistellung.** Die Gesellschaft kann die Mitglieder des Verwaltungsrates oder der Geschäftsführung sowie deren Erben, Testamentsvollstrecker und Nachlassverwalter von angemessenen Aufwendungen freistellen, die ihnen in Verbindung mit Klagen, Rechtsstreitigkeiten oder Gerichtsverfahren entstehen, an denen sie auf Grund ihrer gegenwärtigen oder vormaligen Eigenschaft als Mitglieder des Verwaltungsrates oder der Geschäftsführung der Gesellschaft u.U. beteiligt sind; dies gilt gleichermaßen für Aufwendungen dieser Art, die auf Grund dieser Eigenschaft bei einem anderen Unternehmen entstehen, an dem die Gesellschaft beteiligt oder dessen Gläubigerin sie ist und bei dem die betreffenden Personen auf Verlangen der Gesellschaft als Mitglieder des Verwaltungsrates oder der Geschäftsführung tätig sind, sofern gegen dieses Unternehmen kein Anspruch auf Freistellung von diesen Aufwendungen besteht. Die Freistellung gilt für alle Umstände, außer bei Angelegenheiten, in denen im Rahmen der Klage, der Rechtsstreitigkeit oder des gerichtlichen Verfahrens

rechtskräftig eine Haftung der betreffenden Personen auf Grund grober Fahrlässigkeit oder groben Fehlverhaltens festgestellt wird; im Falle eines außergerichtlichen Vergleichs wird eine Entschädigung nur in Verbindung mit denjenigen in diesem Vergleich abgedeckten Angelegenheiten gezahlt, bei denen nach Auskunft des Rechtsberaters der Gesellschaft den zu entschädigenden Personen keine solche Pflichtverletzung vorzuwerfen ist. Das vorstehende Recht auf Freistellung besteht unbeschadet weiterer Rechte dieser Personen.

**Art. 19. Verwaltung.** Die Gesellschaft wird rechtlich verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates, bzw. durch die Unterschrift eines Mitgliedes des Verwaltungsrates oder der Geschäftsführung, das vom Verwaltungsrat ermächtigt worden ist.

**Art. 20. Abschlussprüfer.** Die Hauptversammlung der Anteilhaber ernennt einen Abschlussprüfer («réviseur d'entreprises agréé»), der die Pflichten gemäß Artikel 154 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 übernimmt.

**Art. 21. Rücknahme und Umtausch von Anteilen.** Die Rücknahme oder der Umtausch aller oder eines Teils der Aktien eines Aktionärs auf einseitige Anfrage des Aktionärs ist nur vorgesehen, soweit der Verwaltungsrat dies für einen Teilfonds bestimmt.

Wenn die Gesellschaft Anteile zurücknimmt, entspricht der Preis, zu dem die Anteile von der Gesellschaft zurückgenommen werden, stets dem Nettovermögenswert per Bewertungstichtag (wie in den jeweiligen Teilfondsbedingungen definiert) je Anteil des jeweiligen Teilfonds oder der jeweiligen Klasse (der gemäß den Bestimmungen in Artikel 23 dieser Satzung bestimmt wird) («Rücknahmepreis») festgestellt am Bewertungstag, gegebenenfalls abzüglich eines Rücknahmeabschlages oder anderer Gebühren wie vom Verwaltungsrat jeweils bestimmt und in den Teilfondsbedingungen beschrieben, vorausgesetzt ein schriftlicher und unwiderruflicher Rücknahmeantrag geht ordnungsgemäß an dem betreffenden Ordertag (sowie in den jeweiligen Teilfondsbedingungen definiert) bei der Verwaltungsgesellschaft ein.

Die Gesellschaft (wie im Prospekt angegeben) wird die Zahlung oder Abwicklung spätestens wie im Verkaufsprospekt beschrieben veranlassen.

Bei Rücknahmen am Fälligkeitsdatum des jeweiligen Teilfonds (sofern vorgesehen) erfolgt die Zahlung des Nettoteilfondsvermögenswertes abzüglich etwaig fälliger Gebühren, Kosten, Aufwendungen oder Steuern («Rücknahmeerlös») innerhalb von 10 Luxemburger Bankgeschäftstagen nach dem Fälligkeitsdatum.

Erlöse, die die Gesellschaft nicht an den jeweiligen Anteilhaber auszahlen kann, werden bei der Verwahrstelle für einen Zeitraum von 6 Monaten verwahrt; nach Ablauf dieses Zeitraums werden die Vermögenswerte bei der Caisse de Consignation für die jeweiligen Anspruchsberechtigten hinterlegt.

Vorbehaltlich der Zustimmung des Anteilhabers, der eine Rücknahme beantragt, kann die Gesellschaft die Zahlung des Rücknahmepreises im Wege der Zuteilung von Vermögenswerten des jeweiligen Teilfonds an den Anteilhaber leisten, wobei die Zuteilung der Höhe nach dem Wert der zurückzunehmenden Anteile entspricht. Die Bestimmung der Art und Kategorie der Vermögenswerte erfolgt in angemessener und gerechter Weise, unter Beachtung der Gesetze und Vorschriften und unter Berücksichtigung der Interessen der verbleibenden Anteilhaber; die angewandte Bewertungsmethode ist in einem Bericht der Abschlussprüfer der Gesellschaft zu bestätigen.

Jeder Anteilseigner kann grundsätzlich den gänzlichen oder teilweisen Umtausch seiner Anteile in Anteile eines anderen Teilfonds an einem für beide Teilfonds geltenden Bewertungstag sowie innerhalb eines Teilfonds einen Umtausch zwischen verschiedenen Anteilklassen beantragen in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Verkaufsprospektes.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, den Umtausch der Anteile eines Teilfonds in Anteile eines anderen Teilfonds oder innerhalb eines Teilfonds in andere Anteilklassen Einschränkungen und Bedingungen zu unterwerfen, die im geltenden Verkaufsprospekt dargelegt sind.

Sofern der Wert des gesamten Nettovermögens eines einzelnen Teilfonds aus einem bestimmten Grund unter einen bestimmten Betrag sinkt bzw. diesen Betrag nicht erreicht, der vom Verwaltungsrat als angemessener Mindestbetrag für den jeweiligen Teilfonds festgelegt ist, oder sofern der Verwaltungsrat dies auf Grund von für den jeweiligen Teilfonds relevanten Änderungen der wirtschaftlichen oder politischen Lage für angemessen hält oder es im Interesse der jeweiligen Anteilhaber ist, kann die Gesellschaft (ausnahmslos) alle Anteile des Teilfonds zurücknehmen, oder den Teilfonds mit einem anderen Teilfonds der Gesellschaft oder mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen verschmelzen. Eine solche Entscheidung wird vor dem Wirksamkeitsdatum der Verschmelzung bekannt gemacht, und zwar unter Angabe der Gründe und der Verfahrensweise der Verschmelzung sowie näherer Informationen über den neuen Teilfonds oder über den neuen Organismus. Die Bekanntmachung erfolgt mindestens einen Kalendermonat vor dem Tag, an dem die Verschmelzung wirksam wird, um den Anteilhabern Gelegenheit zu geben, ihre Anteile vor effektivem Beginn des Verschmelzungsverfahrens in den neuen Teilfonds kostenlos zur Rücknahme einzureichen.

Bei Schließung des betreffenden Teilfonds wird die Gesellschaft bis zur Ausführung der Schließungsentscheidung während der einmonatigen Frist die Anteile zu einem Preis zurücknehmen, welcher die erwarteten Veräußerungs- und Liquidationskosten der Schließung des betreffenden Teilfonds widerspiegelt, ohne eine Rücknahmegebühr zu erheben.

Die Schließung eines Teilfonds im Wege der zwangsweisen Rücknahme der betreffenden Anteile oder einer Verschmelzung mit einem anderen Teilfonds der Gesellschaft oder einem anderem OGA, die jeweils aus anderen als den im vorstehenden Absatz genannten Gründen erfolgt, ist nur vorbehaltlich der Zustimmung der Anteilhaber des zu schließenden oder zu verschmelzenden Teilfonds zulässig; der Zustimmungsbeschluss ist auf einer ordnungsgemäß ein-

berufenen Versammlung der Anteilhaber des Teilfonds, für welche keine Mindestanzahl von Anteilhabern erforderlich ist, mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Anteilhaber zu fassen.

Eine von den Anteilhabern des betreffenden Teilfonds genehmigte Verschmelzung ist für die Inhaber von Anteilen des jeweiligen Teilfonds nach Ablauf einer Mitteilungsfrist von einem Kalendermonat, in dem die Anteilhaber ihre Anteile kostenlos zur Rücknahme einreichen können, verbindlich.

Im Falle einer Verschmelzung mit einem «fonds commun de placement» oder einem nicht-luxemburgischen OGA ist ein solcher Beschluss nur für die Anteilhaber verbindlich, die für die Verschmelzung gestimmt haben.

Liquidationserlöse, die von den Anteilhabern bei Abschluss der Liquidation eines Teilfonds oder einer Klasse nicht geltend gemacht wurden, werden bei der Caisse de Consignation in Luxemburg hinterlegt. Die Erlöse verfallen, sofern sie nicht geltend gemacht werden, nach Ablauf von 30 Jahren.

Die Auflösung der Teilfonds erfolgt zwingend, wenn die jeweilig festgelegte Laufzeit/Dauer für den Teilfonds abgelaufen ist.

**Art. 22. Bewertung und Aussetzung der Bewertung.** Der Nettovermögenswert der von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile wird für die Anteile eines jeden Teilfonds von Zeit zu Zeit, jedoch mindestens vierteljährlich von der Gesellschaft ermittelt, wie vom Verwaltungsrat bestimmt (wobei jeder dieser Tage zur Ermittlung des Nettovermögenswertes ein Bewertungstag ist).

Das Gesamtgesellschaftsvermögen wird in Euro ausgedrückt.

Soweit in den Jahres- und Halbjahresberichten sowie sonstigen Finanzstatistiken aufgrund gesetzlicher Vorschriften oder gemäß den Regelungen des Verkaufsprospekts Auskunft über die Situation des Gesamtgesellschaftsvermögens gegeben werden muss, werden die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in Euro umgerechnet. Der Wert eines Anteils des jeweiligen Teilfonds lautet auf die für den jeweiligen Teilfonds (sofern innerhalb eines Teilfonds mehrere Anteilklassen existieren, auf die für die jeweilige Anteilklasse) festgelegten Währung. Der Anteilwert wird für jeden Teilfonds und, soweit mehrere Anteilklassen begeben wurden, für jede einzelne Anteilklasse wie folgt ermittelt: Sofern für einen Teilfonds nur eine Anteilklasse existiert, wird der Nettovermögenswert des Teilfonds durch die Zahl der am Bewertungsstichtag im Umlauf befindlichen Anteile des Teilfonds dividiert. Sofern für einen Teilfonds mehrere Anteilklassen begeben sind, wird der jeweils prozentual auf eine Anteilklasse entfallende Teil des Nettovermögenswertes des Teilfonds (einschließlich eventueller Vermögenswerte oder Verbindlichkeiten die sich nur auf eine Anteilklasse beziehen) durch die Zahl der am Bewertungsstichtag in der jeweiligen Anteilklasse im Umlauf befindlichen Anteile dividiert.

Die Gesellschaft kann die Ermittlung des Nettovermögenswertes und die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen eines Teilfonds sowie das Recht auf Umtausch von Anteilen eines Teilfonds in Anteile eines anderen Teilfonds zeitweilig aussetzen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber gerechtfertigt erscheinen lassen, insbesondere:

(a) wenn eine oder mehrere Börsen oder andere Märkte, die für einen wesentlichen Teil des Anteilwerts die Bewertungsgrundlagen darstellen, außer an gewöhnlichen Feiertagen geschlossen sind oder der Handel ausgesetzt wird;

(b) wenn es aufgrund der Einschätzung der Gesellschaft aufgrund besonderer Umstände unmöglich ist, Vermögenswerte des entsprechenden Teilfonds zu verkaufen oder zu bewerten;

(c) wenn die normalerweise zur Kursbestimmung eines Wertpapiers des entsprechenden Teilfonds eingesetzte Kommunikationstechnik zusammengebrochen oder nur bedingt einsatzfähig ist;

(d) wenn der Wert eines Beteiligungsprogrammes, in welchem der Teilfonds eine wesentliche Anlage getätigt hat, nicht berechnet wird bzw. die Berechnung ausgesetzt ist;

(e) wenn die Überweisung von Geldern zum Kauf oder zur Veräußerung von Kapitalanlagen des Teilfonds unmöglich ist; oder

(f) im Fall einer Entscheidung, die Gesellschaft oder einen Teilfonds zu liquidieren, am oder nach dem Tag der Veröffentlichung der ersten Einberufung einer Hauptversammlung der Anteilseigner zu diesem Zweck.

Anleger, die die Ausgabe, den Rückkauf oder den Umtausch von Anteilen des betroffenen Teilfonds beantragen oder bereits beantragt haben, werden von einer Einstellung der Anteilwertberechnung umgehend benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Anteilwertberechnung unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt. Die Mitteilung wird außerdem in einer luxemburger Tageszeitung und in einer oder mehreren anderen vom Verwaltungsrat ausgewählten Zeitungen veröffentlicht.

Den Anlegern, welche den Rückkauf beantragt haben, wird nach der Wiederaufnahme der dann gültige Rücknahmepreis gezahlt.

Der Beginn und die Beendigung der Aussetzung wird der luxemburger Aufsichtsbehörde und, sofern anwendbar, der luxemburger Börse sowie jeder anderen relevanten Börse, an der die Anteile gegebenenfalls notiert sind, sowie allen ausländischen Aufsichtsbehörden, bei denen der jeweilige Teilfonds registriert ist, gemäß den jeweils geltenden Bestimmungen mitgeteilt.

Die Aussetzung der Ermittlung des Nettovermögenswertes für einen Teilfonds hat keine Auswirkungen auf die Berechnung des Nettovermögenswertes oder die Ausgabe, die Rücknahme oder den Umtausch von Anteilen eines anderen Teilfonds.

**Art. 23. Ermittlung des Nettovermögenswertes.** Der Nettovermögenswert eines jeden Teilfonds und einer jeden Anteilklasse wird in der Referenzwährung als ein Betrag je Anteil angegeben und wird für jeden Bewertungsstichtag ermittelt, indem das Nettovermögen der Gesellschaft, das dem jeweiligen Teilfonds und der jeweiligen Anteilklasse zuzurechnen ist und das sich aus den dem jeweiligen Teilfonds und der jeweiligen

Anteilklasse zuzurechnenden Vermögenswerten der Gesellschaft abzüglich der dem jeweiligen Teilfonds und der Anteilklasse zuzurechnenden Verbindlichkeiten zusammensetzt, durch die Anzahl der in Umlauf befindlichen Anteile des jeweiligen Teilfonds und der jeweiligen Anteilklasse geteilt wird.

Die Bewertung des Nettovermögenswertes jedes Teilfonds und jeder Anteilklasse ist wie folgt durchzuführen:

(1) Die Vermögenswerte der Gesellschaft umfassen:

- (a) Beteiligungsunternehmen und -programme und Anteile an anderen Organismen für gemeinsame Anlagen;
- (b) alle Barbestände und Barforderungen sowie Sichteinlagen, einschließlich der Stückzinsen;
- (c) sämtliche Schuldscheine und Sichtwechsel sowie fällige Forderungen (einschließlich der Erlöse aus verkauften aber noch nicht gelieferten Wertpapieren);
- (d) sämtliche Wertpapiere, Aktien, Anleihen, Schuldverschreibungen, Swaps, Optionen oder Bezugsrechte sowie sonstige Anlagen und Wertpapiere im Eigentum der Gesellschaft;
- (e) sämtliche der Gesellschaft in bar oder in Sachwerten zustehenden Dividenden und Ausschüttungen soweit sie der Gesellschaft bekannt sind, mit der Maßgabe, dass die Gesellschaft berechtigt ist, Anpassungen im Hinblick auf Schwankungen im Kurswert der Wertpapiere auf Grund des Handels Ex-Dividende oder Ex-Bezugsrecht vorzunehmen;
- (f) sämtliche aufgelaufenen Zinsen auf verzinsliche Wertpapiere im Bestand der Gesellschaft, es sei denn, diese Zinsen sind im Kapitalwert der jeweiligen Wertpapiere berücksichtigt;
- (g) die Gründungskosten der Gesellschaft, soweit diese noch nicht abgeschrieben sind; und
- (h) sämtliche sonstigen zulässigen Vermögensgegenstände jeder Art und Kategorie.

(2) Die Vermögenswerte der Gesellschaft werden wie folgt bewertet:

(a) Der Wert der Beteiligungsprogramme wird an Hand der letzten der Gesellschaft zur Verfügung stehenden Berichte bestimmt, die i.d.R. nach den Bestimmungen der jeweiligen nationalen oder supranationalen Venture Capital und Private Equity-Verbände erstellt werden. Diese basieren im Wesentlichen auf folgender Vorgehensweise:

- Beteiligungsunternehmen werden zu Einstandskosten («at cost») bewertet, solange kein Bewertungsereignis stattgefunden hat.

- Als Bewertungsereignisse qualifizieren Ausschüttungen, Nachfinanzierungsrunden durch Drittinvestoren, der Verkauf des Unternehmens («trade sale»), die Börseneinführung, das wesentliche negative Abweichen von den Planzahlen oder der Konkurs. Die Neubewertung kann im Ergebnis eine Höherbewertung, eine Teilabschreibung oder Vollabschreibung sein.

Erweist sich auf Grund besonderer Umstände eine Bewertung nach Maßgabe der vorstehenden Regeln als undurchführbar oder ungenau, ist die Gesellschaft berechtigt, andere allgemein anerkannte und überprüfbare Bewertungskriterien anzuwenden, um eine angemessene Bewertung des Nettovermögens zu erzielen.

(b) Direktbeteiligungen werden anhand der unter (a) genannten Grundsätze bewertet.

(c) Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, abgeleitete Finanzinstrumente (Derivate) sowie sonstige Anlagen, die an einer Börse notiert sind, werden zum letzten verfügbaren handelbaren Kurs, der eine verlässliche Bewertung gewährleistet, des dem Bewertungstag vorhergehenden Börsentages bewertet. Soweit Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, abgeleitete Finanzinstrumente (Derivate) sowie sonstige Anlagen an mehreren Börsen amtlich notiert sind, ist die Börse mit der höchsten Liquidität maßgeblich.

(d) Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, abgeleitete Finanzinstrumente (Derivate) sowie sonstige Anlagen die nicht an einer Börse notiert sind, die aber an einem anderen geregelten Wertpapiermarkt gehandelt werden, werden zu einem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs des dem Bewertungstag vorhergehenden Handelstages sein darf und den die Gesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, abgeleiteten Finanzinstrumente (Derivate) sowie sonstigen Anlagen verkauft werden können.

(e) Aktien/Anteile von anderen OGAW und/oder OGA werden grundsätzlich zum letzten vor dem Bewertungstag festgestellten Rücknahmepreis angesetzt oder zum letzten verfügbaren handelbaren Kurs, der eine verlässliche Bewertung gewährleistet bewertet.

(f) Abgeleitete Finanzinstrumente, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind und nicht an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden (OTC-Derivate), unterliegen einer zuverlässigen und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis die auf festgelegten, gleichbleibenden Grundsätzen basiert. Sie können jederzeit auf Initiative der Gesellschaft zum angemessenen Zeitwert (Fair Value) veräußert, abgewickelt oder durch ein Gegengeschäft glattgestellt werden.

(g) Bankguthaben und Festgelder werden zum Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

(h) Forderungen, z. B. abgegrenzte Zinsansprüche und Verbindlichkeiten, werden grundsätzlich zum Nennwert angesetzt.

(i) Falls solche Wertpapierkurse nicht marktgerecht sind oder nicht zur Verfügung stehen oder falls für andere als die vorstehend in (b) bis (h) genannten Finanzinstrumente keine Kurse festgelegt werden, werden diese Finanzinstrumente ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Gesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachgeprüften Bewertungsregeln (z. B. geeignete Bewertungsmodelle unter Berücksichtigung der aktuellen Marktgegebenheiten) festlegt.

(j) Sofern dies im Prospekt ausdrücklich bestimmt ist, werden die Bewertungskurse der unter a) oder b) genannten verzinslichen Anlagen mit einer Restlaufzeit von weniger als 6 Monaten unter Konstanthaltung der daraus berechneten Anlagerendite, sukzessive dem Rückzahlungspreis angeglichen. Variabel verzinsliche Anlagen werden grundsätzlich nach der linearen Fortschreibungsmethode bewertet. Nach dem Kauf wird für jedes Papier die Fortschreibungslinie errechnet. Der Kaufkurs wird bis zum Rückzahlungsdatum auf diese Linie hin zu- oder abgeschrieben. Bei größeren Änderungen der Marktverhältnisse kann die Bewertungsbasis der einzelnen Anlagen den aktuellen Markttrenditen angepasst werden.

(k) Sofern dies im Prospekt ausdrücklich bestimmt ist, werden die Zinserträge bis einschließlich zum dritten Bewertungstag nach dem jeweiligen Handelstag bei Berücksichtigung der entsprechenden Kosten in die Bewertung einbezogen. Sollte der Besondere Teil (I oder II) des Prospektes eine abweichende Zahl von Bewertungstagen bestimmen, innerhalb derer der Ausgabepreis nach dem entsprechenden Handelstag zahlbar ist, werden die Zinserträge für die Anzahl Bewertungstage nach dem jeweiligen Handelstag bei Berücksichtigung der entsprechenden Kosten in die Bewertung einbezogen.

(l) Anlagen, welche auf eine Währung lauten, die nicht der Währung des Fonds entspricht, werden zu dem unter Zugrundelegung des WM/Reuters-Fixing um 17.00 Uhr (16.00 Uhr Londoner Zeit) ermittelten Devisenkurs des dem Bewertungstag vorhergehenden Börsentages in die Währung des Fonds umgerechnet. Gewinne und Verluste aus abgeschlossenen Devisentransaktionen werden jeweils hinzugerechnet oder abgesetzt.

(3) Die Vermögenswerte werden wie folgt zugeteilt:

a) Das Entgelt aus der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse innerhalb eines Teilfonds wird in den Büchern der Gesellschaft dem betreffenden Teilfonds zugeordnet, und der entsprechende Betrag wird den prozentualen Anteil dieser Anteilklasse am Nettovermögen des Teilfonds entsprechend erhöhen. Vermögenswerte und Verbindlichkeiten sowie Einkünfte und Aufwendungen werden dem jeweiligen Teilfonds nach den Bestimmungen der nachfolgenden Absätze zugeschrieben. Sofern solche Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Einkünfte oder Aufwendungen nach den Bestimmungen des Besonderen Teils des Verkaufsprospekts nur einzelnen Anteilklassen zustehen, erhöhen bzw. vermindern sie den prozentualen Anteil dieser Anteilklassen am Nettovermögenswert des Teilfonds.

b) Vermögenswerte, welche auch von anderen Vermögenswerten abgeleitet sind, werden in den Büchern der Gesellschaft demselben Teilfonds bzw. derselben Anteilklasse zugeordnet, wie die Vermögenswerte, von welchen sie abgeleitet sind und zu jeder Neubewertung eines Vermögenswerts wird die Werterhöhung oder Wertminderung dem entsprechenden Teilfonds bzw. der entsprechenden Anteilklasse zugeordnet.

c) Sofern die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingeht, welche im Zusammenhang mit einem bestimmten Vermögenswert eines bestimmten Teilfonds oder im Zusammenhang mit einer Handlung bezüglich eines Vermögenswertes eines bestimmten Teilfonds steht, so wird diese Verbindlichkeit dem entsprechenden Teilfonds zugeordnet.

d) Wenn ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einem bestimmten Teilfonds zuzuordnen ist, so wird dieser Vermögenswert bzw. diese Verbindlichkeit allen Teilfonds im Verhältnis des Nettovermögens der entsprechenden Teilfonds oder in einer anderen Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeteilt.

e) Im Falle einer Ausschüttung vermindert sich der Anteilwert der Anteile in der ausschüttungsberechtigten Anteilklasse um den Betrag der Ausschüttung. Damit vermindert sich zugleich der prozentuale Anteil der ausschüttungsberechtigten Anteilklasse am Nettovermögenswert des Teilfonds, während sich der prozentuale Anteil der nicht ausschüttungsberechtigten Anteilklassen am jeweiligen Nettovermögenswert des Teilfonds erhöht. Im Ergebnis führt die Reduktion des Nettovermögenswertes des Teilfonds und die entsprechende Erhöhung des prozentualen Anteils am Nettovermögenswert des Teilfonds für die nicht ausschüttungsberechtigten Anteilklassen dazu, dass der Anteilwert der nicht-ausschüttungsberechtigten Anteilklassen durch die Ausschüttung nicht beeinträchtigt wird.

(4) Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen:

(a) sämtliche Darlehen, Schuldscheine und fälligen Verbindlichkeiten;

(b) sämtliche fälligen oder aufgelaufenen Verwaltungsaufwendungen, insbesondere die Kosten für die Errichtung der Gesellschaft und ihrer Registrierung bei Aufsichtsbehörden, sowie die Kosten der Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, die Verwaltungs-, Verwahrstellen- und Zahlstellengebühren, die Aufwendungen für gesetzlich vorgeschriebene Veröffentlichungen, für Prospekte, Berichte und andere den Anteilinhabern zur Verfügung gestellte Dokumente sowie Übersetzungskosten und grundsätzlich alle anderen Aufwendungen im Zusammenhang mit der Verwaltung der Gesellschaft;

(c) sämtliche bekannten gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten, einschließlich fällige Verbindlichkeiten aus Verträgen zur Zahlung von Geldmitteln oder Sachwerten, zu denen auch von der Gesellschaft erklärte Ausschüttungen



gehören, für die die jeweiligen Kupons noch nicht vorgelegt wurden und die somit bis zu dem Tag, an dem diese Ausschüttungen kraft Gesetzes an die Gesellschaft zurückfallen, ungezahlt bleiben;

(d) einen angemessenen Rückstellungsbetrag für Steuern, die zum Datum der Bewertung fällig sind, sowie andere vom Verwaltungsrat genehmigte Rücklagen; und

e) sonstige Verbindlichkeiten aller Art der Gesellschaft gegenüber Dritten. (5) Für die Bewertungszwecke nach diesem Artikel:

(a) gelten Anteile eines jeweiligen Teilfonds, für welche der Verwaltungsrat eine Rücknahmemitteilung ausgegeben hat oder für die ein Rücknahmeantrag eingereicht wurde, als bestehende Anteile, die am betreffenden Bewertungstag berücksichtigt werden; der Rücknahmepreis wird am entsprechenden Bewertungstag sowie von diesem Datum bis zur Zahlung als Verbindlichkeit der Gesellschaft behandelt;

(b) werden alle Anlagen, Barmittel und andere Vermögenswerte eines Teilfonds, die auf eine andere Währung lauten als die Währung, in der der Nettovermögenswert dieses Teilfonds ermittelt wird, unter Berücksichtigung der geltenden Wechselkurse an dem Tag und zum Zeitpunkt der Ermittlung des Nettovermögenswertes der Anteile bewertet; und

(c) gelten am Bewertungstag von der Gesellschaft abgeschlossene Verträge zum Erwerb oder Verkauf von Wertpapieren an dem Bewertungstag als wirksam, soweit dies praktisch durchführbar ist.

**Art. 24. Zeichnungspreis.** Zeichnungen erfolgen in Abhängigkeit von den Anteilklassen gegen Barzahlungen oder Sachleistungen. Eine Zahlung in Sachleistungen erfolgt (vorbehaltlich und in Übereinstimmung mit allen einschlägigen Gesetzen, in deren Rahmen auch jeweils die Erstellung eines speziellen Prüfberichts erforderlich ist, der von den Wirtschaftsprüfern der Gesellschaft vorzubereiten und in dem der Wert der im Zuge der Zeichnung gegen Sachleistungen eingebrachten Vermögenswerte zu bestätigen ist) durch Einbringung von Sacheinlagen in die Gesellschaft in Form von Wertpapieren, die für den Verwaltungsrat als annehmbar erachtet werden und die mit der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen der Gesellschaft und des betreffenden Teilfonds im Einklang stehen. Die Kosten für den speziellen Prüfbericht der Wirtschaftsprüfer tragen die Anleger, die Sacheinlagen einbringen.

Wenn die Gesellschaft Anteile zur Zeichnung anbietet, entspricht der Preis je Anteil, zu dem die Anteile angeboten und verkauft werden, stets dem Nettovermögenswert je Anteil der jeweiligen Anteilklasse («Ausgabepreis»), gegebenenfalls zuzüglich eines Ausgabeaufschlages («Ausgabeaufschlag»), der vom Verwaltungsrat jeweils bestimmt und dessen maximale Höhe in den Teilfondsbedingungen angegeben wird (insgesamt der «Zeichnungspreis»). Der Nettovermögenswert je Anteil einer jeden Anteilklasse wird ermittelt, indem der Wert aller Vermögenswerte eines jeden Teilfonds, der dieser Anteilklasse zuzurechnen ist, abzüglich der dieser Anteilklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten des Teilfonds, durch die Summe der am betreffenden Bewertungstag in Umlauf befindlichen Anteile dieser Klasse geteilt und, nach dem Ermessen der Verwaltungsstelle der Gesellschaft, auf das nächste Hundertstel gerundet wird. Die Nettovermögenswerte je Anteil der einzelnen Anteilklassen eines Teilfonds können auf Grund der unterschiedlichen auf jede Anteilklasse dieses Teilfonds erhobenen Aufschläge oder anderer Eigenschaften unterschiedlich ausfallen.

Der auf diese Art ermittelte Preis ist innerhalb der vom Verwaltungsrat festgelegten Fristen zu zahlen, wobei diese Fristen einen Zeitraum von drei luxemburger Bankgeschäftstagen nach dem jeweiligen Transaktionstag nicht überschreiten dürfen, sofern im geltenden Prospekt keine anders lautenden Regelungen getroffen sind.

Erhobene Ausgabeaufschläge werden von den Zeichnungsbeträgen abgezogen, bevor mit der Anlage der Zeichnungsgelder begonnen wird.

**Art. 25. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Oktober eines jeden Jahres und endet am 30. September des darauf folgenden Jahres, mit Ausnahme des ersten Geschäftsjahres, das am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt und am 30. September 2006 endet.

Die Rechnungslegung der Gesellschaft erfolgt in Euro, bzw. für die einzelnen Teilfonds in der oder den vom Verwaltungsrat bestimmten Währung/en. Sofern verschiedene Teilfonds gemäß Artikel 5 dieser Satzung bestehen und die Rechnungslegung innerhalb dieser Teilfonds in verschiedenen Währungen erfolgt, werden diese Abschlüsse in Euro umgerechnet und für den konsolidierten Abschluss der Gesellschaft zusammengefasst. Der Jahresabschluss, einschließlich der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung, dem Bericht des Verwaltungsrates und der Mitteilung über die Jahreshauptversammlung wird den eingetragenen Anteilinhabern zugesandt und/oder mindestens 18

Tage vor jeder Jahreshauptversammlung veröffentlicht und zur Verfügung gestellt.

**Art. 26. Ergebnisverwendung.** Die Hauptversammlung der Anteilhaber jedes Teilfonds bestimmt, auf Vorschlag des Verwaltungsrates, für jeden Teilfonds und vorbehaltlich etwaiger erklärter oder gezahlter Zwischenausschüttungen, die Verwendung der jährlichen Nettoanlageerträge des jeweiligen Teilfonds.

Ausschüttungen für einen Teilfonds können Zuweisungen von einem Ausgleichskonto für Ausschüttungen enthalten, welches für jeden der Teilfonds geführt werden kann und welchem gegebenenfalls für einen solchen Teilfonds bei Ausgabe von Anteilen die diesen Anteilen zuzurechnenden Ausschüttungen gutgeschrieben werden; analog dazu werden bei Rücknahme von Anteilen die diesen Anteilen zuzurechnenden aufgelaufenen Erträge einem Ertragsausgleichskonto belastet, das für diesen Teilfonds geführt wird.

Zwischenausschüttungen können vorbehaltlich der gesetzlichen Bestimmungen nach dem Ermessen und auf Entscheidung des Verwaltungsrates erklärt und auf die Anteile jedes Teilfonds aus den Erträgen ausgezahlt werden, die den Vermögenswerten dieses Teilfonds zuzurechnen sind.

Die erklärten Ausschüttungen werden in der Regel in der Referenzwährung des jeweiligen Teilfonds bzw. in anderen vom Verwaltungsrat ausgewählten Währungen ausgezahlt; Ort und Zeitpunkt der Auszahlung werden vom Verwaltungsrat bestimmt. Der Verwaltungsrat ist außerdem berechtigt, den maßgeblichen Wechselkurs für den Umtausch der Ausschüttungsbeträge in die jeweilige Zahlungswährung festzulegen. Ausschüttungen in Form von zusätzlichen Anteilen können ebenfalls erklärt werden.

Für Thesaurierende Anteile werden keine Ausschüttungen erklärt.

**Art. 27. Auskehrung bei Liquidation.** Bei Auflösung der Gesellschaft ist die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren (welche sowohl natürliche als auch juristische Personen sein können) durchzuführen, die von der Versammlung der Anteilhaber ernannt werden, welche über die Auflösung beschließt; diese Versammlung der Anteilhaber legt außerdem die Befugnisse und die Vergütung dieser Liquidatoren fest. Die Nettoliquidationserlöse jedes einzelnen Teilfonds werden von den Liquidatoren an die Anteilhaber der jeweiligen Teilfonds im Verhältnis ihres Anteilbesitzes an den einzelnen Teilfonds ausgekehrt.

Die Gesellschaft kann mit Zustimmung der Anteilhaber, welche in der nach Artikel 67-1 und 142 des

Luxemburger Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften („Gesetz vom 10. August 1915“) vorgeschriebenen Weise zu erteilen ist, liquidiert und die Liquidatoren vorbehaltlich einer entsprechenden Mitteilung mit einer Frist von einem Monat an die Anteilhaber und einem mit Zweidrittelmehrheit gefassten Beschluss der Anteilhaber der Gesellschaft autorisiert werden, alle Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft auf einen Luxemburger OGAW im Austausch gegen die Ausgabe von Anteilen an diesem OGAW an die Anteilhaber der Gesellschaft im Verhältnis ihres Anteilbesitzes an der Gesellschaft zu übertragen. Ansonsten hat jeder Anteilhaber bei Liquidation Anspruch auf anteilige Auskehrung der Liquidationserlöse seiner Anteilklasse. Gelder die zur Auskehrung an die Anteilhaber im Zuge der Liquidation zur Verfügung stehen, und die von den Anteilhabern nicht geltend gemacht worden sind, werden bei Abschluss der Liquidation bei der Caisse des Consignations in Luxemburg gemäß Artikel 146 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 hinterlegt, wo sie anspruchsberechtigten Anteilhabern für einen Zeitraum von 30 Jahren zur Verfügung stehen.

**Art. 28. Satzungsänderung.** Diese Satzung kann jeweils durch Beschluss einer Versammlung der Anteilhaber geändert werden, allerdings vorbehaltlich der Bestimmungen zur Mindestanzahl der Mitglieder zur Beschlussfähigkeit und zur erforderlichen Mehrheit nach Luxemburger Recht.

**Art. 29. Allgemeines.** Alle Angelegenheiten, die in dieser Satzung nicht geregelt sind, unterliegen den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915, des Gesetzes von 2010 und des Gesetzes von 12. Juli 2013.»

Mangels weiterer Tagesordnungspunkte wurde die Hauptversammlung beendet.

Worüber Urkunde aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nachdem das Dokument den erschienenen Personen verlesen wurde, welche dem Notar ihrem Namen, Vornamen, Stand und ihrer Herkunft nach bekannt sind, haben die Mitglieder des Vorstandes zusammen mit uns, dem Notar, die vorliegende Urkunde unterzeichnet, nachdem kein anderer Aktionär beantragt hat, dieselbe zu unterzeichnen.

Gezeichnet: R. KESSEL, C. PRINZ, P. HAUER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 juin 2014. Relation: LAC/2014/27246. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 23. Juli 2014.

Référence de publication: 2014109837/709.

(140130772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2014.

**Rhein-Trans G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7662 Medernach, 34, rue d'Ermsdorf.

R.C.S. Luxembourg B 61.353.

Der Jahresabschluss per 31-12-2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt. Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift

Die Verwaltung

Référence de publication: 2014077219/11.

(140090849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2014.

**Archroma Operations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 176.470.

—  
*Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 27 mai 2014*

1. Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

2. Monsieur Barry SIADAT a démissionné de son mandat de gérant de catégorie A.

3. Monsieur Roland Michael WAIBEL, administrateur de sociétés, né à Diepoldsau-Schmitter (Suisse), le 29 avril 1958, demeurant professionnellement au 11, Neuhofstrasse, 4153 Reinach (Suisse), a été nommé comme gérant de catégorie A pour une durée indéterminée.

Veillez prendre note que l'adresse professionnelle de Monsieur Andrew O'SHEA, gérant de catégorie B, se situent désormais au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 02 juin 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Archroma Operations S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014076697/21.

(140090889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2014.

**International Helicopters S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.317.796,60.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 152.881.

—  
In the year two thousand and fourteen, on the sixteenth day of May,  
before Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,  
was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of International Helicopters S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 51, Avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 152.881 (the Company). The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on April 28, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1059 on May 10, 2010. The articles of association (the Articles) have been amended several times and for the last time pursuant to a deed enacted by the undersigned notary, on November 2, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 3181 dated December 27, 2011.

There appeared:

1) HELICOPTERS HOLDINGS S.À R.L., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 171.900 and having a share capital amounting to EUR 12,500 (Helicopters Holdings),

here represented by Maître Tulay Sonmez, attorney-at-law, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal;

2) INVESTINDUSTRIAL III, L.P., a limited partnership incorporated and organised under the laws of England, having its registered office at 180-186 Brompton Road, London SW3 1HQ, United Kingdom, registered under number LP010560, represented by its general partner Investindustrial Partners Limited, a company incorporated under the laws of Jersey, having its registered office at Ogier House, the Esplanade, St Helier, JE4 9WG Jersey, Channel Islands, registered with the Jersey Financial Services Commission Companies Register under number 86036 (Invest III),

here represented by Maître Tulay Sonmez, prenamed, by virtue of a power of attorney given under private seal;

3) INVESTINDUSTRIAL III BUILD UP L.P., a limited partnership incorporated and organised under the laws of England, having its registered office at 180-186 Brompton Road, London SW3 1HQ, United Kingdom, registered under number LP013479, represented by its manager, Investindustrial Advisors Limited, a company incorporated under the laws of England, having its registered office at 180-186 Brompton Road, London SW3 1HQ, United Kingdom, authorised and regulated by the Financial Conduct Authority with Firm Reference number 170924 (Build-Up Fund),

here represented by Maître Tulay Sonmez, prenamed, by virtue of a power of attorney given under private seal;

4) INVESTINDUSTRIAL HOLDINGS S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), having its registered office at 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 84.872 (Investindustrial Holdings),

here represented by Maître Tulay Sonmez, prenamed, by virtue of a power of attorney given under private seal; and

5) HELIBÉTICA, S.L., a company incorporated under the laws of Spain, having its registered office at El Campello, Alicante, Calle San Bartolomé no. 81, Spain, registered with the Companies Registry of Alicante under number A-78758, with Tax Identification Number B-41471145 (Helibética),

here represented by Maître Tulay Sonmez, prenamed, by virtue of a power of attorney given under private seal;

which powers of attorney, after having been signed *in varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing parties and the undersigned notary, were attached to this deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as stated above, have requested the undersigned notary to record that:

I. Helicopters Holdings, Invest III, Build-Up Fund, Investindustrial Holdings and Helibética are the shareholders of the Company (the Shareholders) and hold all of nineteen million eight hundred thirty-three thousand eight hundred and sixty-six (19,833,866) shares, having a par value of ten eurocent (EUR 0.10) each, all subscribed and fully paid-up, divided into (i) eleven million six hundred thousand one hundred and thirteen (11,600,113) class A shares, (ii) one million five hundred seventy-seven thousand eight hundred and fifty-three (1,577,853) class B shares, (iii) five million eight hundred fifty-seven thousand one hundred and ninety-two (5,857,192) class A mandatory redeemable preferred shares and (iv) seven hundred ninety-eight thousand seven hundred and eight (798,708) class B mandatory redeemable preferred shares, representing the entirety of the share capital of the Company.

II. The agenda of the Meeting is as follows:

1. waiver of convening notices;

2. decrease of the subscribed share capital of the Company by an amount of six hundred sixty-five thousand five hundred and ninety euro (EUR 665,590), in order to bring the said share capital from its current amount of one million nine hundred eighty-three thousand three hundred eighty-six euro and sixty cents (EUR 1,983,386.60), represented by nineteen million eight hundred thirty-three thousand eight hundred and sixty-six (19,833,866) shares, having a par value of ten eurocent (EUR 0.10) each, all subscribed and fully paid-up, divided into (i) eleven million six hundred thousand one hundred and thirteen (11,600,113) class A shares, (ii) one million five hundred seventy-seven thousand eight hundred and fifty-three (1,577,853) class B shares, (iii) five million eight hundred fifty-seven thousand one hundred and ninety-two (5,857,192) class A mandatory redeemable preferred shares (the Class A MRPS) and (iv) seven hundred ninety-eight thousand seven hundred and eight (798,708) class B mandatory redeemable preferred shares (the Class B MRPS), to an amount of one million three hundred seventeen thousand seven hundred ninety-six euro and sixty cents (EUR 1,317,796.60), by way of the redemption and cancellation of (i) five million eight hundred fifty-seven thousand one hundred and ninety-two (5,857,192) Class A MRPS, being the entirety of the Class A MRPS of the Company and (ii) seven hundred ninety-eight thousand seven hundred and eight (798,708) Class B MRPS, being the entirety of the Class B MRPS of the Company;

3. amendment to and full restatement of the Articles;

4. amendment to the shareholders' register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, acting individually, to proceed on behalf of the Company with the cancellation of the Class A MRPS and the Class B MRPS in the shareholders' register of the Company, as proposed above; and

5. miscellaneous.

Now, therefore, the appearing parties, acting through their proxyholder, have requested the undersigned notary to record the following resolutions:

*First resolution*

The entirety of the share capital of the Company being represented, the Meeting waives the convening notices, the Shareholders represented at the Meeting considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

*Second resolution*

The Meeting resolves to decrease the subscribed share capital of the Company by an amount of six hundred sixty-five thousand five hundred and ninety euro (EUR 665,590),

in order to bring the said share capital from its current amount of one million nine hundred eighty-three thousand three hundred eighty-six euro and sixty cents (EUR 1,983,386.60), represented by nineteen million eight hundred thirty-three thousand eight hundred and sixty-six (19,833,866) shares, having a par value of ten eurocent (EUR 0.10) each, all subscribed and fully paid-up, divided into (i) eleven million six hundred thousand one hundred and thirteen (11,600,113) class A shares, (ii) one million five hundred seventy-seven thousand eight hundred and fifty-three (1,577,853) class B shares, (iii) five million eight hundred fifty-seven thousand one hundred and ninety-two (5,857,192) class A mandatory

redeemable preferred shares (the Class A MRPS) and (iv) seven hundred ninety-eight thousand seven hundred and eight (798,708) class B mandatory redeemable preferred shares (the Class B MRPS),

to an amount of one million three hundred seventeen thousand seven hundred ninety-six euro and sixty cents (EUR 1,317,796.60),

by way of the redemption and cancellation of (i) five million eight hundred fifty-seven thousand one hundred and ninety-two (5,857,192) Class A MRPS (including any share premium attached to the Class A MRPS), being the entirety of the Class A MRPS of the Company, and (ii) seven hundred ninety-eight thousand seven hundred and eight (798,708) Class B MRPS (including any share premium attached to the Class B MRPS), being the entirety of the Class B MRPS of the Company, as follows:

- the redemption and cancellation of one million fifty thousand three hundred and one (1,050,301) Class A MRPS, and reimbursement to Build-Up Fund;
- the redemption and cancellation of four million eight hundred six thousand eight hundred and ninety-one (4,806,891) Class A MRPS, and reimbursement to Invest III; and
- the redemption and cancellation of seven hundred ninety-eight thousand seven hundred and eight (798,708) Class B MRPS, and reimbursement to Helibética.

#### *Third resolution*

As a consequence of the above resolution, the Meeting resolves to amend and completely restate the Articles without changing the name, the object or the exercise, which will henceforth have the following wording:

#### *"Definitions*

"Article" means an article of the By-laws.

"Board" means the board of managers (gérants) of the Company.

"By-laws" means the present articles of association of the Company, as amended, restated or supplemented from time to time in accordance with the provisions of the Shareholders Agreement.

"Class A Shares" means the shares of class A having a par value of ten cents (EUR 0.10) each in the share capital of the Company.

"Class A Share Premium Account" has the meaning given to it in Article 7.

"Class B Shares" means the shares of class B having a par value of ten cents (EUR 0.10) each in the share capital of the Company.

"Class B Share Premium Account" has the meaning given to it in Article 7.

"Company" means International Helicopters S.à r.l. (anc. International Helicopters S.A.) a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 152.881.

"Directors" means the managers (gérants) of the Company and "Director" means any of them.

"Directors Circular Resolutions" has the meaning given to it in Article 14.2.7.

"Disposal" means a transfer of, gift of, assignment of, sale or pledge of, a granting of sub-participations over the Shares, legal arrangements putting any Shareholder into a fiduciary position with regard to its interest in the Shares or otherwise making the exercise of any Shareholder's rights in the Shares subject to approval by a third party (including any Affiliate of the Shareholder), or any other form of encumbering Shares, creating Security Interest thereon or other disposal of all, or any part of the Shares.

"General Meeting" has the meaning given to it in Article 16.1.

"Group" means, collectively, the Company and the Subsidiary.

"Helibética" means Helibética S.L., a company duly incorporated under the laws of Spain, whose registered office is at El Campello (Alicante, Spain), Calle San Bartolomé no. 81, registered with the companies registry of Alicante under number A-78758, with Tax Identification Number B-41471145.

"Independent Appraiser" has the meaning given to it in Article 10.3.

"Legal Reserve" has the meaning given to it in Article 20.1.

"Majority Shareholders" means Helicopters Holdings S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 171.900 ("Helicopters Holdings") and Investindustrial Holdings S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 84.872.

"Remaining Profits" has the meaning given to it in Article 20.4.

"Remaining Surplus" has the meaning given to it in Article 21.2.

"Shares" means the existing shares in the share capital of the Company.

"Shareholders" means the holders of Shares and "Shareholder" means any of them.

"Shareholders Agreement" means any agreement entered into by the Shareholders of the Company as may be in force from time to time, as amended, restated, supplemented or novated from time to time.

"Shareholders Circular Resolutions" has the meaning given to it in Article 16.

"Subsidiary" means World Helicopters S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 112.127.

## I. Name - Registered office - Object - Duration

**Art. 1. Name.** The name of the company is "International Helicopters S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these By-laws, as well as the Shareholders Agreement.

### Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the Board. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the Shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the By-laws.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

### Art. 3. Corporate object.

3.1. The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorization.

3.3. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

### Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company is not to be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several Shareholders.

## II. Capital - Shares

### Art. 5. Capital.

5.1. The Company's share capital is set at one million three hundred seventeen thousand seven hundred ninety-six euro and sixty cents (EUR 1,317,796.60), represented by one hundred thirty-one million seven hundred and seventy-nine thousand six hundred and sixty (131,779,660) Shares having a par value of ten cents (EUR 0.10) each each, divided into (i) eleven million six hundred thousand one hundred and thirteen (11,600,113) Class A Shares and (ii) one million five hundred seventy-seven thousand eight hundred and fifty-three (1,577,853) Class B Shares, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the Shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the By-laws.

### Art. 6. Shares.

6.1. The Shares are indivisible and the Company recognizes only one (1) owner per Share.

6.2. Shares are freely transferable among Shareholders, subject to the provisions of Article 10 and Article 11 of the present By-laws and any Shareholders Agreement.

Where the Company has a sole Shareholder, the Shares are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one Shareholder, the transfer of Shares (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the Shareholders representing at least three-quarters of the Company's share capital and the provisions of article 10 of the present By-laws.

A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.3. A register of Shareholders is kept at the Company's registered office and may be examined by each Shareholder upon request.

6.4. The Company may redeem its own Shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

**Art. 7. Share Premium.** The Company shall maintain the following share premium reserve accounts:

(i) a share premium account for the Class A Shares (the Class A Share Premium Account) where shall be recorded the amount or value of any premium paid up on the Class A Shares. Amounts so recorded to the Class A Share Premium Account will constitute reserves of the Company which will only be distributable to the holders of Class A Shares; and

(ii) a share premium account for the Class B Shares (the Class B Share Premium Account) where shall be recorded the amount or value of any premium paid up on the Class B Shares. Amounts so recorded to the Class B Share Premium Account will constitute reserves of the Company which will only be distributable to the holders of Class B Shares.

**Art. 8. Tag Along Right.**

8.1. Unless an offer for the purchase of one hundred percent (100 %) of the Company's share capital exists, in which case Article 9 below will apply, if during the term of the Shareholders Agreement, Helicopters Holdings receives a satisfactory purchase offer from a third party for a part of the Company's share capital, the other Shareholders will have the right to transfer a number of Shares proportional to its shareholding in the Company. To that effect, once Helicopters Holdings has agreed on the terms of the offer with the offeror, it must communicate such offer to the Board within the following ten (10) calendar days, indicating the conditions of the offer. The Board will notify such offer to the other Shareholders within five (5) calendar days following its receipt. Each Shareholder will notify to the Board its intention to accept, if any, the offer pursuant to its terms and conditions within five (5) calendar days following its receipt.

8.2. The Board will communicate to the offeror the acceptances received within ten (10) days following their receipt.

8.3. If as a result of a transfer of Shares, the Majority Shareholders lose the effective Control, as referred to in the Shareholders Agreement, of the Company, Helibética will have the right to sell its entire stake (but not part) in the Company to the Majority Shareholders (and not to third parties), according to the conditions set out in Articles 11.2, 11.3 and 11.4 below.

**Art. 9. Drag-Along Right.**

9.1. The Majority Shareholders are entitled to, at any time, promote and coordinate the sale of the entirety of the Shares in the manner that they may deem appropriate.

9.2. All Shareholders will make all reasonable efforts to maximize the valuation of the Shares, to collaborate in the sale process and to maintain the possible transaction confidential.

9.3. If the Majority Shareholders accept a final offer for the purchase of one hundred percent (100 %) stake of the Shares from a third party, Helibética will be obliged to sell all their Shares to such third party provided that the Majority Shareholders so require.

**Art. 10. Disposals.**

10.1. No Shareholder shall be allowed to transfer its Shares, except in compliance with the terms and conditions of the Shareholders Agreement.

10.2. Notwithstanding the above, should Helibética receive an offer to sell (either directly or indirectly) its Shares, the Majority Shareholders will have a preemptive right to be exercised on a pro-rata basis with respect to Helibética's relevant Shares to be potentially transferred.

10.3. In the event that Helibética is declared bankrupt, insolvent, wound-up, dissolved or under judicial administration, the Majority Shareholders shall have a right to acquire Helibética's Shares in the Company at fair market value to be as follows:

(i) The Shareholders may agree on the fair market value of the Shares no later than fifteen (15) calendar days as from the moment where Helibética is declared bankrupt, insolvent, wound-up, dissolved or under judicial administration.

In the event the Shareholders do not reach an agreement concerning the fair market value of the Shares, the Shareholders shall appoint by mutual agreement a renowned investment bank (the Independent Appraiser) within a subsequent ten (10) calendar day period.

Should the Shareholders not reach an agreement with regard to the designation of the Independent Appraiser, the Majority Shareholders will propose a list of four (4) renowned investment banks with presence in Spain within seven (7) calendar days and Helibética will choose one of them in the maximum term of seven (7) calendar days.

(ii) In the event that Helibética does not choose the Independent Appraiser according to the procedure established in this paragraph, the Majority Shareholders will be entitled to appoint the Independent Appraiser.

(iii) The Independent Appraiser shall issue its report establishing the fair market value in a maximum term of twenty (20) business days from it receiving the appointment. The expenses corresponding to the Independent Appraiser shall be borne by the Majority Shareholders and Helibética by halves.

#### **Art. 11. Exit Clause.**

11.1. As an exception to Article 10 above with regard to Helibética's restrictions to the disposal of Shares, during the validity of the Shareholders Agreement, Helibética will have the right to sell all (but not part) of its Shares in the Company to Helicopters Holdings (or any other Affiliate, as defined in the Shareholders Agreement, becoming a Shareholder in the future), but not to third parties, on a pro-rata basis, only in the event that the indirect stake of the Company in the Subsidiary (or in any other future holding company substituting these companies) is less than 25.1 %.

11.2. Helibética will be entitled to require Helicopters Holdings to acquire, within a period of six (6) months, who shall be obliged to acquire within a period of six (6) months on a pro-rata basis, all (but not part) its remaining stake in the Company at the price agreed between, on the one hand, Helicopters Holdings and, on the other hand, Helibética; in case that no agreement is reached, the price will be the fair market price to be determined according to the proceeding set forth in Article 10.3 above.

11.3. In any case, Helibética shall exercise its right to sell under Article 11.1 above within a period of one hundred and twenty (120) calendar days following the date that Helibética receives the relevant communication from the Majority Shareholders regarding the execution of the transaction referred to in Article 11.1 above.

11.4. If Helicopters Holdings (or any other Affiliate becoming a Shareholder of the Company in the future) fails to acquire the stake in Helibética in the agreed term, then Helibética will be entitled to at its own discretion (i) demand them to effectively purchase its stake, or (ii) freely sell all its stake (but not part) in the Company to a third party.

#### **Art. 12. Redemption of shares.**

12.1. The Company shall have power to acquire Shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves and funds to that effect.

12.2. The Company may redeem its own Shares at any time.

12.3. Without prejudice to this Article 12, the redemption shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole Shareholder or the General Meeting, as the case may be, upon proposal by the Board. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the By-laws shall apply in accordance with Article 16.2.7 of these By-laws.

12.4. The redemption shall take place only to the extent that the Company has sufficient profits and distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a decrease of the Company's share capital.

### **III. Management - Representation**

#### **Art. 13. Appointment and Removal of Directors.**

13.1. The Company is managed by the Board, which shall be composed of at least two (2) Directors appointed by a resolution of the Shareholders, which sets the term of their office. The Directors need not be Shareholders.

13.2. The Directors may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the Shareholders.

#### **Art. 14. Board.**

14.1. Powers of the Board

14.1.1 All powers not expressly reserved to the Shareholder(s) by the Law or the By-laws fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

14.1.2 Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

14.2. Procedure

14.2.1 The Board meets upon the request of any Director, at the registered office of the Company or at the place indicated in the convening notice, which in principle, is in Luxembourg.

14.2.2 Written notice of any meeting of the Board is given to all Directors at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

14.2.3 No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a Director, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

14.2.4 A Director may grant a power of attorney to any other Director in order to be represented at any meeting of the Board.



14.2.5 The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the Directors present or represented. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the Directors present or represented.

14.2.6 Any Director may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

14.2.7 Circular resolutions signed by all the Directors (the Directors Circular Resolutions), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

#### 14.3. Representation

14.3.1 The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two (2) Directors,

14.3.2 The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

**Art. 15. Liability of the Directors.** The Directors may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the By-laws and the Law.

### IV. Shareholder(s)

#### **Art. 16. General meetings of Shareholders and Shareholders circular resolutions.**

##### 16.1. Powers and voting rights

16.1.1 Resolutions of the Shareholders are adopted at a general meeting of Shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions).

16.1.2 Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the Shareholders, in accordance with the By-laws. Shareholders Circular Resolutions signed by all the Shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

16.1.3 Each share entitles to one (1) vote.

##### 16.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

16.2.1 The Shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any Director or Shareholders representing more than one-half of the share capital.

16.2.2 Written notice of any General Meeting is given to all Shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

16.2.3 General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

16.2.4 If all the Shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

16.2.5 A Shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a Shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

16.2.6 Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are passed by Shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the Shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

16.2.7 The By-laws are amended with the consent of a majority (in number) of Shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

16.2.8 Any change in the nationality of the Company and any increase of a Shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the Shareholders.

#### **Art. 17. Sole Shareholder.**

17.1. Where the number of Shareholders is reduced to one (1), the sole Shareholder exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

17.2. Any reference in the By-laws to the Shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole Shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

17.3. The resolutions of the sole Shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

## V. Annual accounts - Allocation of profits - Distributions - Supervision

### Art. 18. Financial year and Approval of annual accounts.

18.1. The Company's financial year begins on the first (1<sup>st</sup>) of January and ends on the thirty-first (31<sup>st</sup>) of December of each year,

18.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing the Company's commitments and the debts of the Director(s) and Shareholder(s) towards the Company.

18.3. Each Shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the Company's registered office.

18.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

### Art. 19. Réviseurs d'entreprises agréés.

19.1. The operations of the Company are supervised by one or several réviseur(s) d'entreprises agréés, when so required by Law.

19.2. The Shareholders appoint the réviseur(s) d'entreprises agréés, if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The réviseurs d'entreprises agréés may be re-appointed.

### Art. 20. Allocation of profits.

20.1. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law (the Legal Reserve). This allocation ceases to be required when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital. The balance of the net profit and distributable reserves of the Company after the allocation of the Legal Reserve, if any, may be distributed, if declared by the General Meeting in accordance with the provisions of this Article 20. No dividend distribution may be declared, unless the Company has sufficient available cash for the purpose of making such distribution.

20.2. After allocation to the Legal Reserve, the Shareholders determine how the balance of the annual net profits (the Remaining Profits) is allocated. They may allocate such balance to the payment of a dividend to the Shareholders, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions and if applicable any Shareholders Agreement.

20.3. Any distributions of dividends to the Shareholders shall be made in the following manner, and in accordance with the provisions of the Shareholders Agreement;

(i) In case Remaining Profits are distributed as dividend to the Shareholders, such distribution shall be made in the following manner:

- the holder(s) of Class A Shares shall receive eighty-eight percent (88%) of the Remaining Profits; and
- the holder(s) of Class B Shares shall receive in aggregate twelve percent (12%) of the Remaining Profits.

(ii) If the shareholding structure changes, this Article shall be amended accordingly.

20.4. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the Legal Reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Shareholders within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Shareholders must refund the excess to the Company.

20.5. For sake of completeness, in case of interim dividends, such interim dividends shall be paid under the conditions and within the limits laid down in the Law and in accordance with the rules regarding the dividend distributions set out in this Article 20.

## VI. Dissolution - Liquidation

### Art. 21. Dissolution - Liquidation.

21.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the Shareholders, adopted with the consent of a majority (in number) of the Shareholders owning at least three-quarters of the Company's share capital. The Shareholders appoint one or several liquidators, who need not be Shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the Shareholders, the liquidators have the broadest powers to realize the assets and pay the liabilities of the Company.

21.2. The surplus after the realization of the assets and the payment of the liabilities (the Remaining Surplus) is distributed to the Shareholders in the following manner and in accordance with the Shareholders Agreement:

- (A) the holder(s) of Class A Shares shall receive eighty-eight percent (88%) of the Remaining Surplus; and
- (B) the holder(s) of Class B Shares shall receive twelve percent (12%) of the Remaining Surplus.

## VII. General provisions

### Art. 22. General Provisions.

22.1. Notices and communications are made or waived and the Directors Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

22.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a Director in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

22.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Directors Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference and the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.”

#### *Fourth resolution*

The Meeting resolves to amend the shareholders' register of the Company in order to reflect the above changes and empowers and authorizes any manager of the Company, acting individually, to proceed on behalf of the Company with the cancellation of the cancellation of the Class A MRPS and the Class B MRPS in the shareholders' register of the Company.

There being no further business, the Meeting is closed.

#### *Estimate of costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximatively EUR 2000.

#### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English version and the French version, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the said person signed together with the notary the present original deed.

### **Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le seizième jour du mois de mai,  
par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,  
s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés d'International Helicopters S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 51, Avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152.881 (la Société). La Société a été constituée le 28 avril 2010 suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1059 du 10 mai 2010. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois en date du 2 novembre 2011 suivant un acte du notaire instrumentant, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 3181 du 27 décembre 2011.

Ont comparu:

1) HELICOPTERS HOLDINGS S.À R.L., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 51, Avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 171.900 et un capital social de EUR 12.500 (Helicopters Holdings),

ici représentée par Maître Tulay Sonmez, Avocat à la Cour, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

2) INVESTINDUSTRIAL III L.P., une société en commandite (limited partnership) constituée et organisée selon les lois d'Angleterre, ayant son siège social au 180-186 Brompton Road, Londres SW3 1HQ, Royaume-Uni, immatriculée sous le numéro LP010560, représentée par son associé commandité Investindustrial Partners Limited, une société constituée

selon les lois de Jersey, ayant son siège social à Ogier House, The Esplanade, Don Street, St Helier, Jersey JE4 9WG, Îles anglo-normandes, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Jersey sous le numéro 86036 (Invest III),

ici représentée par Maître Tulay Sonmez, préqualifiée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

3) INVESTINDUSTRIAL III BUILD-UP L.P., une société en commandite (limited partnership) constituée et organisée selon les lois d'Angleterre, ayant son siège social au 180-186 Brompton Road, Londres SW3 1HQ Royaume-Uni, immatriculée sous le numéro LP013479, représentée par son gérant Investindustrial Advisors Limited, une société constituée selon les lois d'Angleterre, ayant son siège social au 180-186 Brompton Road, Londres SW3 1HQ Royaume-Uni, autorisée et régulée par la Financial Conduct Authority, avec le numéro de référence sociale 170924 (Build-Up Fund);

ici représentée par Maître Tulay Sonmez, préqualifiée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

4) INVESTINDUSTRIAL HOLDINGS S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 51, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 84.872 (Investindustrial Holdings),

ici représentée par Maître Tulay Sonmez, préqualifiée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé; et

5) HELIBÉTICA S.L., une société dûment constituée selon les lois d'Espagne, ayant son siège social à El Campello (Alicante, Espagne), Calle San Bartolomé no. 81, immatriculée au registre des sociétés d'Alicante sous le numéro A-78758, avec le numéro d'identification fiscale B-41471145 (Helibética),

ici représentée par Maître Tulay Sonmez, préqualifiée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

Lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme décrit ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Helicopters Holdings, Invest III, Build-Up Fund, Investindustrial Holdings et Helibética sont les associés de la Société (les Associés) et détiennent les dix-neuf millions huit cent trente-trois mille huit cent soixante-six (19.833.866) parts sociales ayant une valeur nominale de dix centimes d'euros (EUR 0,10) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées, divisées en (i) onze millions six cent mille cent treize (11.600.113) parts sociales de classe A, (ii) un million cinq cent soixante-dix-sept mille huit cent cinquante-trois (1.577.853) parts sociales de classe B, (iii) cinq millions huit cent cinquante-sept mille cent quatre-vingt-douze (5.857.192) parts préférentielles obligatoirement rachetables de classe A, et (iv) sept cent quatre-vingt-dix-huit mille sept cent huit (798.708) parts préférentielles obligatoirement rachetables de classe B, représentant l'intégralité du capital social de la Société.

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. renonciation aux formalités de convocation;

2. réduction du capital social souscrit de la Société d'un montant de six cent soixante-cinq mille cinq cent quatre-vingt-dix euros (EUR 665.590), afin de le porter de son montant actuel d'un million neuf cent quatre-vingt-trois-mille trois cent quatre-vingt-six euros et soixante centimes d'euros (EUR 1.983.386,60), représenté par dix-neuf millions huit cent trente-trois mille huit cent soixante-six (19.833.866) parts sociales ayant une valeur nominale de dix centimes d'euros (EUR 0,10) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées, divisées en (i) onze millions six cent mille cent treize (11.600.113) parts sociales de classe A, (ii) un million cinq cent soixante-dix-sept mille huit cent cinquante-trois (1.577.853) parts sociales de classe B, (iii) cinq millions huit cent cinquante-sept mille cent quatre-vingt-douze (5.857.192) parts préférentielles obligatoirement rachetables de classe A (les PPORs de Classe A), et (iv) sept cent quatre-vingt-dix-huit mille sept cent huit (798.708) parts préférentielles obligatoirement rachetables de classe B (les PPORs de Classe B), à un montant d'un million trois cent mille trois cent quatre-vingt-six euros et soixante centimes d'euros (EUR 1.317.796,60), par le rachat et l'annulation de (i) cinq millions huit cent cinquante-sept mille cent quatre-vingt-douze (5.857.192) PPORs de Classe A, représentant la totalité des PPORs de Classe A de la Société et (ii) sept cent quatre-vingt-dix-huit mille sept cent huit (798.708) PPORs de Classe B, représentant la totalité des PPORs de Classe B de la Société;

3. modification et refonte totale des Statuts;

4. modification du registre des associés de la Société, afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, agissant individuellement, pour procéder pour le compte de la Société à l'annulation des PPORs de Classe A et des PPORs de Classe B dans le registre des associés de la Société; et

5. divers.

Ces faits exposés, les parties comparantes, agissant par le biais de leur mandataire, ont requis le notaire instrumentant d'enregistrer les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

La totalité du capital social de la Société étant représentée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, les Associés représentés à l'Assemblée se considérant eux-mêmes comme ayant été dûment convoqués et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

#### *Deuxième résolution*

L'Assemblée décide de réduire capital social souscrit de la Société d'un montant de six cent soixante-cinq mille cinq cent quatre-vingt-dix euros (EUR 665.590),

afin de le porter de son montant actuel d'un million neuf cent quatre-vingt-trois-mille trois cent quatre-vingt-six euros et soixante centimes d'euros (EUR 1.983.386,60), représenté par dix-neuf millions huit cent trente-trois mille huit cent soixante-six (19.833.866) parts sociales ayant une valeur nominale de dix centimes d'euros (EUR 0,10) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées, divisées en (i) onze millions six cent mille cent treize (11.600.113) parts sociales de classe A, (ii) un million cinq cent soixante-dix-sept mille huit cent cinquante-trois (1.577.853) parts sociales de classe B, (iii) cinq millions huit cent cinquante-sept mille cent quatre-vingt-douze (5.857.192) parts préférentielles obligatoirement rachetables de classe A (les PPORs de Classe A), et (iv) sept cent quatre-vingt-dix-huit mille sept cent huit (798.708) parts préférentielles obligatoirement rachetables de classe B (les PPORs de Classe B),

à un montant d'un million trois cent mille trois cent quatre-vingt-six euros et soixante centimes d'euros (EUR 1.317.796,60),

par le rachat et l'annulation de (i) cinq millions huit cent cinquante-sept mille cent quatre-vingt-douze (5.857.192) PPORs de Classe A (y inclut toute prime d'émission attachée PPORs de Classe A), représentant la totalité des PPORs de Classe A de la Société et (ii) sept cent quatre-vingt-dix-huit mille sept cent huit (798.708) PPORs de Classe B (y inclut toute prime d'émission attachée PPORs de Classe B), représentant la totalité des PPORs de Classe B de la Société, comme suit:

- le rachat et l'annulation d'un million cinquante mille trois cent une (1.050.301) PPORs de Classe A, et remboursement à Build-Up Fund;

- le rachat et l'annulation de quatre millions huit cent six mille huit cent quatre-vingt-onze (4,806,891) PPORs de Classe A, et remboursement à Invest III; et

- le rachat et l'annulation de sept cent quatre-vingt-dix-huit mille sept cent huit (798.708) PPORs de Classe B, et remboursement à Helibética.

#### *Troisième résolution*

En conséquence de la résolution qui précède, l'Assemblée décide de modifier et de procéder à une refonte totale des Statuts sans toutefois modifier ni le nom, ni l'objet ni l'exercice social, qui auront désormais la teneur suivante:

#### *"Définitions*

"Article" signifie un article des Statuts.

"Assemblée Générale" a la signification qui lui est attribuée à l'Article 16.1.

"Associés" signifie les détenteurs de Parts Sociales et "Associé" signifie l'un quelconque d'entre eux.

"Associés Majoritaires" signifie Helicopters Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 171.900 ("Helicopters Holdings"), et Investindustrial Holdings S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 84.872.

"Bénéfices Restants" à la signification qui lui est attribuée à l'Article 20.4.

"Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales de Classe A" a la signification qui lui est attribuée à l'Article 7.

"Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales de Classe B" a la signification qui lui est attribuée à l'Article 7.

"Conseil" signifie le conseil de gérance de la Société.

"Disposition" signifie un transfert, une donation, une cession, une vente, un gage, l'allocation d'une sous-participation sur les Parts, un accord légal mettant un Associé dans une position fiduciaire du fait de son intérêt sur les Parts ou toute autre action soumettant l'exercice des droits des Associés sur les Parts à l'approbation d'un tiers (y compris tout Affilié de l'Associé), ou toute autre forme de charge sur les Parts, la création de Sûreté sur les Parts ou toute autre disposition de tout ou partie des Parts.

"Evalueur Indépendant" a la signification qui lui est attribuée à l'Article 10.3.

"Filiale" signifie World Helicopters S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 112.127.

"Gérants" signifie les gérants de la Société et "Gérant" signifie l'un quelconque d'entre eux.

"Groupe" signifie, collectivement, la Société et la Filiale.

"Helibética" signifie Helibética S.L., une société constituée d'après les lois de l'Espagne, dont le siège social se situe à El Campello (Alicante, Espagne), Calle San Bartolomé n° 81, immatriculée auprès du registre des sociétés d'Alicante sous le numéro A-78758, avec Numéro d'Identification Fiscal B41471145.

"Pacte d'Associés" signifie tout contrat en vigueur de temps à autre entre les Associés et la Société, tel que modifié, refondu, complété ou nové de temps à autre.

"Parts Sociales de Classe A" signifie les parts de classe A d'une valeur nominale de dix centimes d'euros (EUR 0.10) chacune dans le capital de la Société.

"Parts Sociales de Classe B" signifie les parts de classe B d'une valeur nominale de dix centimes d'euros (EUR 0.10) chacune dans le capital de la Société.

"Parts Sociales" signifie les parts sociales existantes dans le capital de la Société.

“Réserve Légale” a la signification qui lui est attribuée à l’Article 20.1.

“Résolutions Circulaires des Associés” a la signification qui lui est attribuée à l’Article 16.

“Résolutions Circulaires des Gérants” à la signification qui lui est attribuée à l’Article 14.2.7.

“Société” signifie International Helicopters S.à r.l. (anciennement International Helicopters S.A.), une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois immatriculée Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152.881.

“Statuts” signifie les présents statuts de la Société, tels que modifiés, refondus ou complétés de temps à autre conformément aux dispositions du Pacte d’Associés.

“Surplus Restant” a la signification qui lui est attribuée à l’Article 21.2.

## I. Nom - Siège social - Objet - Durée

**Art. 1<sup>er</sup>. Nom.** Le nom de la société est “International Helicopters S.à r.l.” (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents Statuts et le Pacte d’Associés.

### Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du Conseil. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des Associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu’à l’étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d’ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l’étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l’étranger, jusqu’à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n’ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

### Art. 3. Objet social.

3.1. L’objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu’à l’étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l’acquisition et la gestion d’un portefeuille de brevets ou d’autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l’émission de billets à ordre, d’obligations et de titres et instruments de toute autre nature, La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu’à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l’autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d’intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

### Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n’est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l’incapacité, de l’insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs Associés.

## II. Capital social - Parts sociales

### Art. 5. Capital social.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à un million trois cent mille trois cent quatre-vingt-six euros et soixante centimes d’euros (EUR 1.317.796,60), représenté par treize millions cent soixante-dix-sept mille neuf cent soixante-six (13.177.966) Parts Sociales d’une valeur nominale de dix Cents (0,10.-EUR), divisées en (i) onze millions six cent mille cent treize (11.600.113) Parts Sociales de Classe A et (ii) un million cinq cent soixante-dix-sept mille huit cent cinquante-trois (1.577.853) Parts Sociales de Classe B, toutes entièrement souscrites et libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des Associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

#### **Art. 6. Parts Sociales.**

6.1. Les Parts Sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par Part Sociale.

6.2. Les Parts Sociales sont librement cessibles entre Associés, sous réserve des dispositions des Articles 10 et 11 des présents Statuts et de tout Pacte d'Associés.

Lorsque la Société a un Associé unique, les Parts Sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un Associé, la cession des Parts Sociales (inter vives) à des tiers est soumise à l'accord préalable des Associés représentant au moins les trois-quarts du capital social de la Société et aux dispositions de l'article 10 des présents Statuts.

Une cession de Parts Sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

6.3. Un registre des Associés est tenu au siège social de la Société et peut être consulté à la demande de chaque Associé.

6.4. La Société peut racheter ses propres Parts Sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

**Art. 7. Compte de Prime d'Emission.** La Société doit maintenir les comptes de réserve de prime d'émission suivants:

(i) un compte de prime d'émission correspondant aux Parts Sociales de Classe A (le Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales de Classe A) où devra être inscrit le montant ou la valeur de toute prime d'émission payée correspondant aux Parts Sociales de Classe A. Les montants inscrits de telle façon dans le Compte de Prime d'Emission de Classe A constitueront des réserves de la Société qui seront seulement distribuables aux détenteurs de Parts Sociales de Classe A, et

(ii) un compte de prime d'émission correspondant aux Parts Sociales de Classe B (le Compte de Prime d'Emission de Classe B) où devra être inscrit le montant ou la valeur de toute prime d'émission payée correspondant aux Parts sociales de Classe B. Les montants inscrits de telle façon dans le Compte de Prime d'Emission de Classe A constitueront des réserves de la Société qui seront seulement distribuables aux détenteurs de Parts Sociales de Classe B.

#### **Art. 8. Droit de sortie conjointe.**

8.1. Sauf dans le cas où il existe une offre pour l'achat de cent pour cent (100%) du capital social de la Société, auquel cas les dispositions de l'Article 9 ci-dessous seront applicables, si pendant la durée d'existence du Pacte d'Associé, Helicopters Holdings reçoit une offre d'achat satisfaisante d'un tiers pour une part du capital social de la Société, les autres Associés auront le droit de transférer un nombre de Parts Sociales proportionnel à sa participation dans la Société. Pour ce faire lorsque Helicopters Holdings sera parvenu à un accord avec l'offrant quant aux termes de l'offre, il devra communiquer cette offre au Conseil dans les dix (10) jours calendaires, en indiquant les conditions de l'offre. Le Conseil devra notifier cette offre aux autres Associés dans les cinq (5) jours calendaires suivant sa réception. Chaque Associé notifiera le Conseil de son intention d'accepter, le cas échéant, l'offre d'après ses termes et conditions dans les cinq (5) jours calendaires suivant sa réception.

8.2. Le Conseil communiquera à l'offrant les acceptations reçues dans les dix (10) jours suivant leur réception.

8.3. Si, du fait d'un transfert de Parts Sociales, les Associés Majoritaires perdent le Contrôle effectif, tel que défini dans le Pacte d'Associés, de la Société, Helibética aura le droit de vendre la totalité de sa part (mais non une partie) dans la Société aux Associés Majoritaires (et non pas à des tiers), conformément aux conditions exposées aux Articles 11.2., 11.3. et 11.4 ci-dessous.

#### **Art. 9. Obligation de sortie conjointe.**

9.1. Les Associés Majoritaires ont le droit, à tout moment, de favoriser et coordonner la vente de la totalité des Parts Sociales de la façon qu'ils estiment appropriée.

9.2. Tous les Associés feront tous les efforts raisonnables pour maximiser l'évaluation des Parts Sociales, pour collaborer à la procédure de vente et pour maintenir la confidentialité de la transaction potentielle.

9.3. Si les Associés Majoritaires acceptent une offre finale pour l'achat de cent pour cent (100%) des Parts Sociales d'un tiers, Helibética se verra dans l'obligation de vendre toutes ses Parts à ce tiers, dès lors que les Associés Majoritaires le requièrent.

#### **Art. 10. Dispositions.**

10.1. Aucun Associé n'est autorisé à transférer ses Parts Sociales, sauf en accord avec les termes et conditions du Pacte d'Associés.

10.2. Nonobstant le paragraphe précédent, si Helibética devait recevoir une offre de vente (que ce soit directement ou indirectement) de ses Parts Sociales, les Associés Majoritaires auront un droit de préemption qui sera exercé au prorata des Parts Sociales de Helibética concernées devant potentiellement être transférées.

10.3. Dans le cas où Helibética est déclaré en faillite, insolvable, liquidée, dissoute, ou sous administration judiciaire, les Associés Majoritaires auront le droit d'acquérir les Parts Sociales de Helibética dans la Société à la juste valeur de marché, qui sera déterminée comme suit:

(i) Les Associés devront parvenir à un accord sur la juste valeur de marché des Parts Sociales pas plus tard que quinze (15) jours calendaires à partir du moment où Helibética est déclaré en faillite, insolvable, liquidée, dissoute, ou sous administration judiciaire.

Dans l'hypothèse où les Associés ne parviennent pas à un accord sur la juste valeur de marché des Parts Sociales, les Associés doivent nommer par accord mutuel une banque d'investissement renommée (l'Évaluateur Indépendant) endéans une période subséquente de dix (10) jours calendaires.

Si les Associés ne parviennent pas à un accord au sujet de la désignation de l'Évaluateur Indépendant, les Associés Majoritaires proposeront une liste de quatre (4) banques d'investissement renommées, et présentes en Espagne, dans les sept (7) jours calendaires et Helibética choisira l'une d'elles endéans un délai maximal de sept (7) jours calendaires.

Dans l'hypothèse où Helibética ne choisit pas l'Évaluateur Indépendant suivant la procédure indiquée à ce paragraphe, les Associés Majoritaires auront le droit de désigner l'Évaluateur Indépendant.

(ii) L'Évaluateur Indépendant devra émettre son rapport établissant la juste valeur de marché endéans une période maximum de vingt (20) jours ouvrés à partir de sa nomination. Les frais de l'Évaluateur Indépendant devront être supportés par les Associés Majoritaires et Helibética par moitié.

#### **Art. 11. Clause de sortie.**

11.1. En dérogation à l'Article 10 ci-dessous en ce qui concerne les restrictions d'Helibética à la disposition de ses Parts, et pendant la durée d'existence du Pacte d'Associés, Helibética aura le droit de vendre la totalité (mais non une partie) de ses Parts Sociales dans la Société à Helicopters Holdings (ou tout autre Affilié, tel que défini dans le Pacte d'Associés, qui deviendra un Associé de la Société dans le futur), au pro rata, uniquement dans l'hypothèse où la part indirecte détenue par la Société dans la Filiale (ou dans toute autre future société holding se substituant à ces sociétés) représente moins de 25,1%.

11.2. Helibética aura le droit de demander à Helicopters Holdings d'acquérir dans une période de six (6) mois, et ceux-ci auront l'obligation de s'y conformer dans une période de six (6) mois, au prorata, toutes (mais non une partie) de sa participation restante dans la Société au prix convenu entre d'un part, Helicopters Holdings et d'autre part, Helibética; dans le cas où aucun accord n'est trouvé, le prix sera la juste valeur de marché qui sera déterminée d'après la procédure de l'article 10.3 ci-dessous.

11.3. Dans tous les cas, Helibética devra exercer son droit de vente de l'article 11.1 dans une période de cent vingt (120) jours calendaires suivant la date à laquelle Helibética reçoit la communication en question de la part des Associés Majoritaires au sujet de l'exécution de la transaction dont il est fait référence à l'Article 11.1 ci-dessus.

11.4. Si Helicopters Holdings (ou tout autre Affilié qui deviendra un Associé de la Société dans le futur) n'acquiert pas la participation d'Helibética dans le délai convenu, alors Helibética aura le droit de manière discrétionnaire (i) d'exiger qu'ils acquièrent effectivement sa participation, ou (ii) de vendre sa participation dans la Société librement (mais pas en partie) à une tierce partie.

#### **Art. 12. Rachat des Parts sociales.**

12.1. La Société a le pouvoir d'acheter les Parts Sociales composant son capital à condition que la Société dispose, à cet effet, de réserves distribuables et de fonds suffisants à cet effet.

12.2. La Société peut racheter ses Parts Sociales à tout moment.

12.3. Sans préjudice de l'application des dispositions de l'Article 12, le rachat s'effectuera en vertu d'une résolution de, et dans les termes et conditions décidées par l'Associé unique ou par l'Assemblée Générale, le cas échéant, sur proposition du Conseil. Le quorum et les conditions de majorité applicables pour la modification des Statuts s'appliquent en conformité avec l'Article 16.2.7 de ces Statuts.

12.4. Le rachat s'effectuera seulement dans la mesure où la Société a des bénéfices suffisants et des réserves distribuables pour ce faire ou si le rachat résulte d'une diminution du capital social de la Société.

### **III. Direction - Représentation**

#### **Art. 13. Nomination et Révocation des Gérants.**

13.1 La Société est gérée par le Conseil, qui doit être composé d'au moins deux (2) Gérants nommés par une résolution des Associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les Gérants ne doivent pas nécessairement être Associés

13.2 Les Gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des Associés.

#### **Art. 14. Conseil.**

14.1. Pouvoirs du Conseil

14.1.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux Associé(s) sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.



14.1.2 Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

#### 14.2. Procédure

14.2.1 Le Conseil se réunit sur convocation d'un Gérant au siège social ou au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

14.2.2 Il est donné à tous les Gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

14.2.3 Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un Gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

14.2.4 Un Gérant peut donner une procuration à un autre Gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

14.2.5 Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les Gérants présents ou représentés.

14.2.6 Tout Gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par l'un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

14.2.7 Des résolutions circulaires signées par tous les Gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

#### 14.3. Représentation

14.3.1 La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux (2) Gérants.

14.3.2 La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute personne à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

**Art. 15. Responsabilité des Gérants.** Les Gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

### IV. Associé(s)

#### **Art. 16. Assemblées Générales des Associés et Résolutions Circulaires des Associés.**

##### 16.1. Pouvoirs et droits de vote

16.1.1 Les résolutions des Associés sont adoptées en assemblée générale des Associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

16.1.2 Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les Associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les Associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

16.1.3 Chaque Part Sociale donne droit à un (1) vote.

##### 16.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

16.2.1 Les Associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout Gérant ou des Associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

16.2.2 Une convocation écrite pour toute Assemblée Générale est donnée à tous les Associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

16.2.3 Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

16.2.4 Si tous les Associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

16.2.5 Un Associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, Associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

16.2.6. Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des Associés détenant plus de la moitié du capital social de la Société. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou à la première consultation écrite, les Associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou

par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social de la Société représenté.

16.2.7. Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des Associés détenant au moins les trois-quarts du capital social de la Société.

16.2.8. Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un Associé dans la Société exigent le consentement unanime des Associés.

#### **Art. 17. Associé Unique.**

17.1. Dans le cas où le nombre d'Associés est réduit à un (1), l'Associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

17.2. Toute référence dans les Statuts aux Associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'Associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

17.3. Les résolutions de l'Associé Unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

### **VI. Comptes annuels - Affectation des bénéfices Contrôle**

#### **Art. 18. Exercice social et Approbation des comptes annuels.**

18.1. L'exercice social de la Société commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

18.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des Gérants et des Associé(s) envers la Société.

18.3. Tout Associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

18.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

#### **Art. 19. Réviseurs d'entreprises agréés.**

19.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi.

19.2. Les Associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises agréés peuvent être renommés.

#### **Art. 20. Affectation des bénéfices.**

20.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social de la Société. Le solde du bénéfice net et des réserves distribuables de la Société après affectation à la Réserve Légale, le cas échéant, peuvent être distribués s'il en est décidé ainsi par l'Assemblée Générale conformément aux dispositions de cet Article 20. Aucune distribution de dividende ne pourra être déclarée, sauf si la Société dispose de suffisamment de numéraire pour réaliser une telle distribution.

20.2. Après affectation à la Réserve Légale, les Associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels (les Bénéfices Restants). Ils peuvent affecter ce bénéfice au paiement d'un dividende aux Associés, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables et les dispositions du Pacte d'Associés le cas échéant.

20.3. Toute distribution de dividendes aux Associés devra s'effectuer de la manière suivante et conformément aux dispositions du Pacte d'Associés:

(i) Dans le cas où des Bénéfices Restants sont distribués comme dividendes aux Associés, une telle distribution doit être réalisée de la manière suivante:

- le(s) détenteur(s) de Parts Sociales de Classe A devront recevoir quatre-vingt-huit pour cent (88%) des Bénéfices Restants; et

- le(s) détenteur(s) de Parts Sociales de Classe B devront recevoir douze pour cent (12%) des Bénéfices Restants.

(ii) Si la structure de la participation dans la Société est modifiée, cet Article devra être modifié en conséquence.

20.4. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la Réserve Légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et  
(v) si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les Associés doivent reverser l'excès à la Société.

20.5. Afin d'être exhaustif, en cas de dividendes intérimaires, ces dividendes intérimaires doivent être payés sous les conditions et dans les limites prévues par la Loi et conformément avec les règles concernant la distribution des dividendes énoncée au présent Article 20.

## VI. Dissolution - Liquidation

### Art. 21. Dissolution - Liquidation.

21.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des Associés adoptée par la majorité (en nombre) des Associés détenant au moins les trois-quarts du capital social de la Société. Les Associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être Associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des Associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

21.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes (le Surplus Restant) est distribué aux Associés de la manière suivante et conformément aux dispositions du Pacte d'Associés comme suit:

- (A) les détenteurs de Parts Sociales de Classe A recevront quatre-vingt-huit pour cent (88%) du Surplus Restant; et
- (B) les détenteurs de Parts sociales de Classe B recevront douze pour cent (12%) du Surplus Restant.

## VII. Dispositions générales

### Art. 22. Dispositions générales.

22.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

22.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un Gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

22.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document."

### *Quatrième résolution*

L'Assemblée décide de modifier le registre des associés de la Société, afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus et donne pouvoir et autorité à tout gérant de la Société, agissant individuellement, pour procéder pour le compte de la Société à l'annulation des PPORs de Classe A et des PPORs de Classe B dans le registre des associés de la Société.

Plus aucun point ne figurant à l'ordre du jour, l'Assemblée est levée.

### *Estimation des frais*

Les dépenses, frais, honoraires et charges de quelque nature que ce soit, qui incomberont à la société en raison du présent acte sont estimés à environ EUR 2000.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la requête des parties comparantes ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française.

A la requête des mêmes parties comparantes, en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture du présent acte faite au mandataire des parties comparantes, le mandataire a signé, ensemble avec le notaire, le présent acte original.

Signé: T. Sonmez et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 22 mai 2014. Relation: LAC/2014/23851. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-.

*Le Receveur (signé): Irène THILL.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 2 juin 2014.

Référence de publication: 2014076990/918.

(140090533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2014.

---

**Teal Mezzco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 166.204.

Les comptes consolidés au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014077282/9.

(140090900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2014.

**Spoleto S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 40.344.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SPOLETO S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014077273/11.

(140091063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2014.

**Sogefood S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-9654 Grümelscheid, 39, Duerfstrooss.  
R.C.S. Luxembourg B 187.414.

## STATUTS

L'an deux mille quatorze, le vingt mai.

Par devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

## ONT COMPARU:

1. Monsieur Jean-Michel PIERLOT, indépendant, né le 23 décembre 1966 à Bastogne (Belgique), demeurant à B-6600 Bastogne, Foy, 42;

2. OLINVEST, société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-5751 Frisange, rue Robert Schuman, 65, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-131.896, ici représentée par son administrateur unique Monsieur Olivier DANDOIS;

Tous les deux ici représentés par Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, demeurant professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, en vertu de deux procurations sous seing privées, lesquelles procurations signées «ne varietur» par les parties comparantes et le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme sociale.** Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après les «Statuts»).

**Art. 2. Objet social.** La société a pour objet tant au Luxembourg qu'à l'étranger, tant pour compte propre ou le compte de tiers ou encore en participation avec des tiers, toutes opérations généralement, tous travaux et services, toutes ventes et commercialisations mobilières et/ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à:

- la prestation de services de restauration et la vente de détails de tous produits liés à cette activité, notamment la préparation et la vente de plats à consommer sur place ou à emporter;
- l'achat, la vente en semi-gros ou au détails de tous produits de restauration ainsi que des produits accessoires, complémentaires ou de nature à promouvoir les activités reprises ci-dessus;
- en général, toutes les activités liées au secteur Horeca.
- Les fonctions de partenaire financier et commercial dans tous réseaux de franchise.

Elle pourra s'intéresser par voie de souscription, apport, prise de participation ou autre manière, dans toute société ou entreprise ayant une activité analogue, connexe ou complémentaire à la sienne et en général, effectuer toutes opérations de nature à favoriser la réalisation de son objet social.

La société peut exercer le mandat d'administrateur, de gérant ou de liquidateur dans les sociétés se rapportant à son objet social.

La société a également pour objet la détention, l'achat, la mise en valeur, l'exploitation et la vente de toutes propriétés intellectuelles luxembourgeoises et étrangères, certificats d'addition et brevets de perfectionnement, méthodes, procédés, inventions, marques de fabrique, franchises, moyens de fabrication et la concession de toutes licences totales ou partielles des dites propriétés intellectuelles.

En outre, elle peut effectuer toutes opérations commerciales, mobilières, immobilières et financières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptible d'en favoriser l'accomplissement.

**Art. 3. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4. Dénomination.** La Société aura la dénomination: «SOGEFOD S.à r.l.».

**Art. 5. Siège social.**

5.1 Le siège social est établi dans la commune de Winseler.

5.2 Il peut-être transféré en tout autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

5.3 L'adresse du siège social peut-être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

5.4 La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 6. Capital social - Parts sociales.**

6.1 - Capital Souscrit et Libéré

6.1.1 Le capital social est fixé à 50.000- EUR (CINQUANTE MILLE euros) représenté par 100 (CENT) parts sociales d'une valeur nominale de 500,- EUR (CINQ CENTS euros), toutes entièrement souscrites et libérées.

6.2 - Modification du Capital Social

Le capital social souscrit peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 8 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

6.3 - Participation aux Profits

Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.4 - Indivisibilité des Parts Sociales

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.5 - Transfert de Parts Sociales

6.5.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

6.5.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi.

6.5.3 Les parts sociales ne peuvent être transmises inter vivos à des tiers non-associés qu'après approbation préalable en assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

6.5.4 Les transferts de parts sociales doivent s'effectuer par un acte notarié ou un acte sous seing privé. Les transferts ne peuvent être opposables à l'égard de la Société ou des tiers qu'à partir du moment de leur notification à la Société ou de leur acceptation sur base des dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

6.6 - Enregistrement des Parts Sociales

Toutes les parts sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le registre des associés conformément à l'article 185 de la Loi.

**Art. 7. Management.**

7.1 - Nomination et Révocation

7.1.1 La Société est gérée par un gérant unique ou par plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) n'est/ne sont pas nécessairement associé(s).

7.1.2 Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) par l'assemblée générale des associés.

7.1.3 Un gérant pourra être révoqué ad nutum avec ou sans motif et remplacé à tout moment sur décision adoptée par les associés.

7.1.4 Le gérant unique et chacun des membres du conseil de gérance n'est ou ne seront pas rémunéré(s) pour ses/ leurs services en tant que gérant, sauf s'il en est décidé autrement par l'assemblée générale des associés. La Société pourra rembourser tout gérant des dépenses raisonnables survenues lors de l'exécution de son mandat, y compris les dépenses

raisonnables de voyage et de logement survenus lors de la participation à des réunions du conseil de gérance, en cas de pluralité de gérants.

#### 7.2 - Pouvoirs

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants de la compétence du conseil de gérance.

#### 7.3 - Représentation et Signature Autorisée

7.3.1 Dans les rapports avec les tiers et avec la justice, le gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et sous réserve du respect des termes du présent article 7.3.

7.3.2 En cas de gérant unique la Société est engagée par la seule signature du gérant unique.

En cas de pluralité de gérants, pour toute opération ne dépassant pas EUR 5.000,- (CINQ MILLE euros), la société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle des gérants et pour toute opération dépassant EUR 5.000,- (CINQ MILLE euros), la société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux gérants.

7.3.3 Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

7.3.4 Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

#### 7.4 - Procédures

7.4.1 Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

7.4.2 En cas de pluralité de gérants, les résolutions ne pourront être prises qu'à la majorité des voix exprimées par les gérants présents ou représentés à ladite réunion.

7.4.3 Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise lors d'une réunion du conseil de gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents distincts.

7.4.4 Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par "conférence call" via téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

#### 7.5 - Responsabilité des Gérants

Tout gérant ne contracte en raison de sa fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

### **Art. 8. Assemblée générale des associés.**

8.1 L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

8.2 En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

8.3 Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société et pour lequel un vote à l'unanimité des associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

8.4 La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

### **Art. 9. Assemblée générale annuelle des associés.**

9.1 Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq, une assemblée générale des associés doit être tenue, conformément à l'article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans la convocation de l'assemblée, le dernier mardi du mois de mai à 16h00.

9.2 Si ce jour devait être un jour non ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale devrait se tenir le jour ouvrable suivant. L'assemblée générale pourra se tenir à l'étranger, si de l'avis unanime et définitif du gérant unique ou en cas de pluralité du conseil de gérance, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

**Art. 10. Vérification des comptes.** Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq, les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'article 200 de la Loi, lequel ne requiert pas qu'il(s) soi(en)t associé(s). S'il y a plus d'un commissaire, les commissaires aux comptes doivent agir en collège et former le conseil de commissaires aux comptes.

## **Art. 11. Exercice social - Comptes annuels.**

### 11.1 - Exercice Social

L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

11.2 - Comptes Annuels 11.2.1 A la fin de chaque exercice social, le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire (indiquant toutes les valeurs des actifs et des passifs de la Société) ainsi que le bilan, le compte de pertes et profits, lesquels apporteront les renseignements relatifs aux charges résultant des amortissements nécessaires.

11.2.2 Chaque associé pourra personnellement ou par le biais d'un agent nommé à cet effet, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire susmentionné, le bilan, le compte de pertes et profits et le cas échéant le rapport du ou des commissaire(s) établi conformément à l'article 200 de la Loi.

## **Art. 12. Distribution des profits.**

12.1 Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

12.2 Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent décider du paiement d'un dividende, affecter le solde à un compte de réserve ou le reporter.

12.3 Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le conseil de gérance;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le conseil de gérance dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et

(v) si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

## **Art. 13. Dissolution - Liquidation.**

13.1 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

13.2 Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts.

13.3 Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

**Art. 14. Référence a la loi.** Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.

**Art. 15. Modification des statuts.** Les présents Statuts pourront être à tout moment modifiés par l'assemblée des associés selon le quorum et conditions de vote requis par les lois du Grand - Duché de Luxembourg.

### *Dispositions transitoires*

Le premier exercice social débutera à la date de constitution et se terminera le 31 décembre 2014.

### *Souscription*

Les Statuts ainsi établis, les parties qui ont comparu déclarent souscrire le capital comme suit:

Monsieur Jean-Michel PIERLOT, prénommé . . . . .	50 parts sociales
OLINVEST, prénommée . . . . .	50 parts sociales
	<u>100 parts sociales</u>

Toutes les parts ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que le montant de 50.000-EUR (CINQUANTE MILLE euros) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant.

### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont estimés à environ mille six cents Euros (EUR 1.600.-).

*Résolution des associés*

Immédiatement après la constitution de la Société, les associés, représentant l'intégralité du capital social et se considérant dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale et ont pris, à l'unanimité, les décisions suivantes:

1. L'adresse de la Société est fixée au à L-9654 Grümelscheid, Duerfstrooss, 39, Résidence Carole;
2. Sont appelés aux fonctions de gérants pour une période indéterminée:
  - Monsieur Jean-Michel PIERLOT, indépendant, né le 23 décembre 1966 à Bastogne (Belgique), demeurant à B-6600 Bastogne, Foy, 42;
  - Monsieur Olivier DANDOIS, administrateur de sociétés, né le 2 avril 1971 à Arlon (Belgique), demeurant à F-57570 Rodemack, rue Christophe 1<sup>er</sup> de Bade, 16;

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 mai 2014. LAC/2014/24003. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

*Le Receveur (signée): Irène Thill.*

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 juin 2014.

Référence de publication: 2014078020/217.

(140091847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2014.

---

**FirstService International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 40.000,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 170.656.

Le siège social de la société a été transféré avec effet au 1<sup>er</sup> juin 2014 au 17, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mai 2014.

*Pour la société*

Référence de publication: 2014076919/12.

(140089363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2014.

---

**ACF III Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 100.000,00.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 170.245.

*Extrait des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société en date du 14 mai 2014*

L'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- Nomination de Madame Jennifer Ferrand, employé privé, née le 23 février 1981 à Thionville (France), résidant professionnellement au 24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg en tant que gérant avec effet immédiate et pour une durée illimitée (en remplacement de Monsieur Mirko Dietz, démissionnaire).

Le conseil de gérance se compose dorénavant comme il suit:

- M. Ian Kent, Gérant
- M. Alain Nicolai, Gérant
- Mme Jennifer Ferrand, Gérant
- M. Frédéric Collard, Gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société*

Référence de publication: 2014076709/20.

(140090848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2014.

---